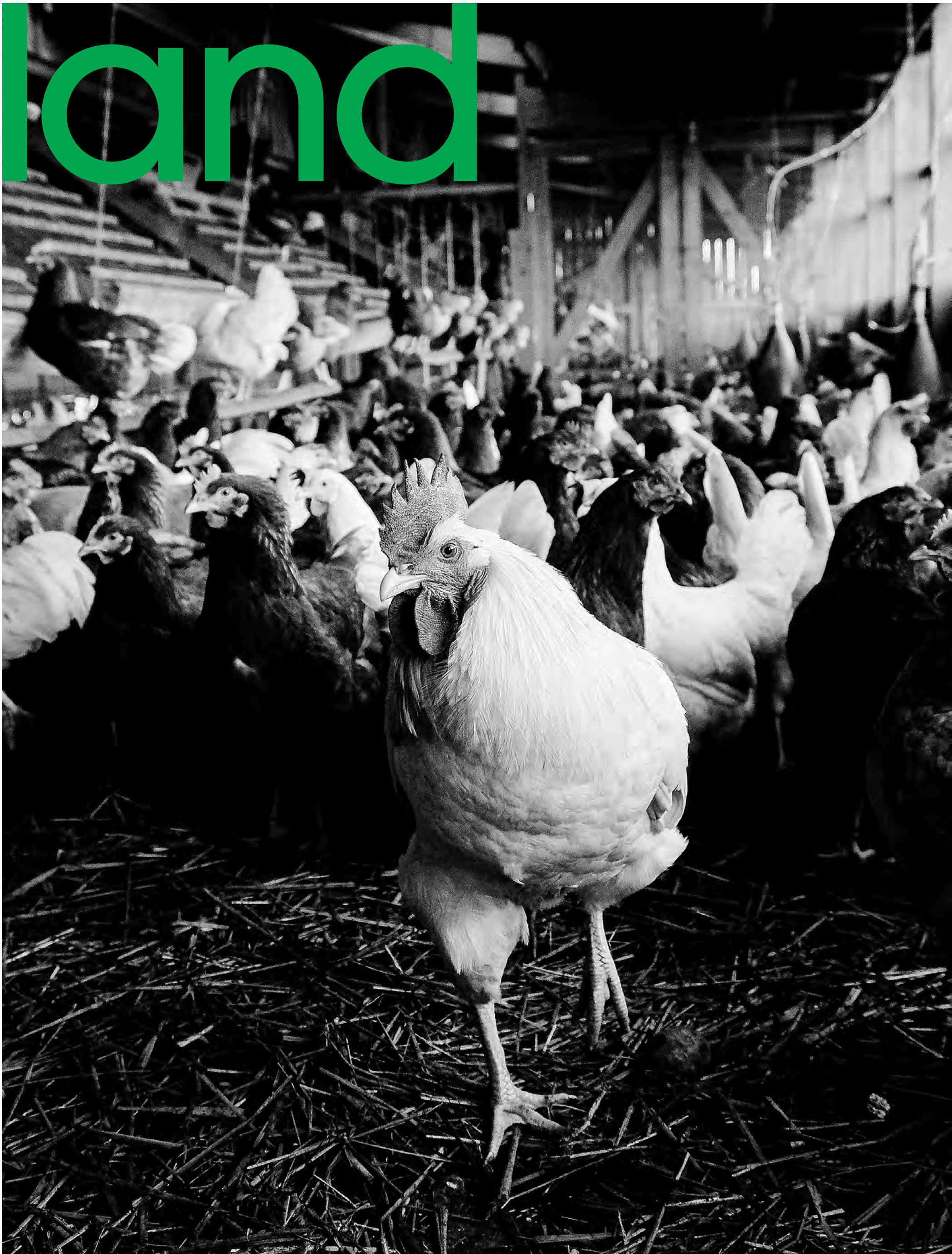




POLITIK

Good COP, bad COP

La COP 30 débute lundi à Belém (Brésil) dans un climat incertain avec peu à gagner et beaucoup à perdre

Gummistiefel statt Krawatte

Dylan Vieira Da Silva hat als Anwalt aufgehört, um Demeter-Landwirt zu werden. Besuch neben dem Hühnerstall – mitten in einer neuen Vogelgrippe-Welle

„Eher Promoteur als Anwalt“

Seit knapp drei Jahren ist Pierre Reding Kommissär für d’Lëtzeburger Sprooch. Ein Porträt

WIRTSCHAFT

« Une guillotine »

Entretien avec Georges Krombach, patron de l’industrie du tabac (Heintz van Landewyck), mécontent d’une législation qui exclut son nouveau produit du marché national

FEUILLETON

Profis bluten nicht?

In der Ausstellung *Et leeft* im Lëtzeburger City Museum dreht sich alles um die Menstruation



„Avec tact et mesure“

III Peter Feist

Bekommen die Mediziner zu wenig Geld? Der Ärzteverband AMMD meint, ja. Vergangene Woche kündigte er die Konventionen der Ärztinnen und Zahnärzte mit der CNS. Am Tag danach teilte er mit, worüber er „prioritär“ für eine neue Konvention verhandeln will. Über mehr Freiheiten für Arztpraxen und über Ärztegesellschaften, aber vor allem über ein „conventionnement sélectif“. Die Verträge mit der CNS sollten nur noch ein Minimum regeln. Die Mediziner/innen „autonomie tarifaire“ erhalten, in der sie Rechnungen „avec tact et mesure“ ausstellen. Der CNS bliebe festzulegen, was davon sie trägt. Für den Rest müsse „un assureur privé“ veranlasst werden, „à prendre ses responsabilités pour compléter les prises en charges des patients“.

Nichts davon könnte die AMMD mit der CNS aushandeln. Es sind politische Forderungen. Dass die Regierung sie erfüllen wird, ist unwahrscheinlich. Eine Politik, die den Leuten an die Tasche geht und Privatversicherer herbeiruft, wäre für die CSV wie für die DP verhängnisvoll. Aber die AMMD hat nicht Unrecht: Tarifaufonomie und Zusatzversicherungen, bei einem ausgeweiteten Angebot in Ärztehäusern, die von Ärztegesellschaften geführt werden, und deren Zahl, wie sich der Ärzteverband das ebenfalls vorstellt, dem Markt überlassen würde, kämen einer Öffnung des Gesundheitssystems gleich, die eine Option ist. Sie würde eine Regulierung über Preise mit sich bringen. Wer mit ihnen nicht auskommt, fliegt vom Markt. Manche Ärzte würden als Geschäftsführer von Ärztegesellschaften Geld verdienen, indem sie andere Ärzte für sich arbeiten lassen. Oder als Geschäftsführer von Firmen, die Praxisräume an Ärzte vermieten, Ausrüstung und Administration inklusive. Lange war sowas unter Luxemburger Ärzt/innen tabu.

Doch die Zeiten ändern sich, und mit dem *conventionnement automatique et obligatoire* ist Luxemburg eine Insel in Europa. In den 1960-er Jahren war die Konventionierung hierzulande, in Belgien und Frankreich etwa zeitgleich eingeführt worden. In den Nachbarländern aber wurde sie freiwillig, und den Ärzt/innen wurde erlaubt, Behandlungen über die Konventionen hinaus anzubieten. In Luxemburg nicht. Hier wird ein Stück Privatmedizin, das man nicht so nennen muss, durch den 66-Prozent-Zuschlag auf Arztbehandlungen „1. Klasse“ in einem Einzelzimmer im Spital getarnt und durch *convenances personnelles*, die extra auf die Rechnung geschrieben werden. Längst nicht immer nur für einen vorab vereinbarten Termin und „avec tact et mesure“, wie die Konventionen mit der CNS bitten.

Ob es für Luxemburg Zeit ist, denselben Weg zu gehen wie Länder, in denen mehr Abrechnungsfreiheit herrscht und Zusatzversicherungen unverzichtbar geworden sind, geht aber am eigentlichen Problem vorbei. Welches darin besteht, dass die Medizin nur über die Gebührenordnungen für die Ärzte und die Zahnärzte vergolten wird, einzige Ausnahme ist seit drei Jahren das Entgelt für Bereitschaftsdienste an Spitälern. Dass die Gebührenordnungen mit ihren Behandlungsakten und den Tarifen für diese eine so große Rolle spielen, schafft einen Anreiz, viel zu arbeiten, viel abzurechnen und vielleicht auch zu tricksen. Und trotz aller Reformen an den Tarifen, die die Basis sind für den Verdienst, sind die Einkommensunterschiede zwischen den Arztdisziplinen noch immer groß.

Statt die Versorgung dem Markt zu überantworten, die Tarifregeln zu lockern und Zusatzversicherungen einzuführen wie in Belgien und Frankreich, müssten Finanzierungsmodelle entworfen werden, die die Akte-Medizin ergänzen, für mehr Einkommensgerechtigkeit sorgen und Leistungen für die öffentliche Gesundheit über den bloßen Behandlungsakt hinaus honorieren. Dass die AMMD sich auf diese Diskussion einlässt, ist sehr fraglich. Dass die Regierung und ihre Gesundheits- und Sozialministerin dafür eintreten würden, leider auch. Vielleicht geht die Sache aus wie vor 25 Jahren, als die AMMD monatelang stritt – zunächst für die Abschaffung der Konventionierung, dann für eine „partielle“. Am Ende sorgte die damalige CSV-DP-Regierung für Ruhe, indem sie den Mediziner eine allgemeine Tarifierhöhung um 6,67 Prozent zukommen ließ. Was am eigentlichen Problem natürlich nichts änderte. ●



Politik



Oliver Halmes

Raymond Klein et David Hofman, mardi dernier, dans les locaux de l'ASTM à Luxembourg

Good COP, bad COP

IIII Erwan Nonet

La COP 30 débute lundi à Belém (Brésil) dans un climat très incertain avec peu à gagner et beaucoup à perdre

« Nous ne sommes pas naïfs, la situation de ces derniers mois, avec le retrait des États-Unis et la difficulté de l'Europe à tenir une ligne commune pour l'action climatique, compose un paysage politique très moche. Cela n'augure rien de bon. » David Hoffman est le chargé de plaidoyer politique de l'ONG Association solidarité Tiers Monde (ASTM). Il s'envolera samedi matin direction Belém avec Raymond Klein, coordinateur de l'action climat de l'organisation. À 27 ans, ce sera sa première COP in situ. Il avait vécu celle de Bakou, l'an dernier, en virtuel. « Beaucoup de nos partenaires n'y étaient pas allés de peur d'être réprimés, cela n'aurait eu aucun sens de nous y rendre », précise-t-il au *Land*.

L'atmosphère sera moins oppressante à Belém qu'en Azerbaïdjan, mais les négociations ne seront pas plus faciles. Quelle position commune pourra bien être signée d'ici deux semaines par les représentants du monde entier ? À la veille du grand rassemblement, les mauvais signaux monopolisent le champ de vision. La crise du multilatéralisme est évidemment un obstacle majeur. Les États-Unis ne se déplaceront pas, ce qui était attendu depuis que leur président a qualifié le changement climatique de « hoax » et de « plus grande escroquerie jamais réalisée ».

Andrew Ferrone, directeur des affaires européennes et internationales au ministère de l'Environnement, s'attend lui aussi à des moments délicats : « Il faudra voir sur place la dynamique qui se dégage. Puisque l'unanimité est requise, il sera certainement difficile de prendre des décisions très ambitieuses. » Le climatologue, également membre du GIEC, s'envolera mercredi pour vivre sa dixième COP. Il avait vécu sa première à Paris, en 2015, lorsqu'avaient été signés les fameux accords. L'euphorie d'alors ne subsiste plus qu'à l'état de souvenir.

Serge Wilmes (CSV), le ministre de l'Environnement, se rendra à Belém lors de la deuxième semaine de la COP. Celle-ci, plus institutionnelle, regroupera les ministres et les chefs d'État.

Il n'est pas nécessaire de regarder de l'autre côté de l'Atlantique pour constater que le thème n'est plus porteur. L'Europe est passée à deux doigts d'un immense fiasco en ne se mettant d'accord qu'à la dernière minute sur les modalités de sa loi pour le climat. En apparence, celle-ci maintient l'objectif d'une baisse des émissions des gaz à effet de serre de 90 pour cent en 2040 (par rapport à 1990). Mais après vingt heures de négociations, l'unanimité a été obtenue au prix de subterfuges, qui lui facilitent la tâche.

Les pays pourront ainsi acquérir cinq pour cent de crédits carbone internationaux pour combler leurs quotas. Et peut-être dix pour cent si une clause de révision, déjà débattue, était activée plus tard. « Nous regrettons ces cinq pour cent de crédit carbone, nous n'étions pas du tout demandeur », relève Andrew Ferrone. Le Luxembourg était prêt à aller jusqu'à trois pour cent. Mercredi, la députée européenne écologiste Tilly Metz jugeait que « rien que le financement de mesures de compensation en dehors de l'UE pourrait coûter plus de cent milliards d'euros. Cet argent fera défaut pour les investissements nécessaires à la décarbonation de notre industrie et pour réduire les coûts énergétiques. »

Lors de la même réunion, l'Europe a également fixé sa contribution déterminée au niveau national (CDN). Ce

texte est le plan de route pour 2035 qu'elle devait présenter à Belém, un engagement pris dans le cadre des Accords de Paris. Théoriquement, il aurait dû être remis le 10 février au secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Plutôt que de fixer une ambition commune, l'UE a préféré présenter une fourchette. Dans dix ans, elle devra avoir réduit ses émissions entre 66,25 et 72,5 pour cent. Sur ce point non plus, le Luxembourg ne s'y retrouve pas. « Cette fourchette est trop grande. Il faut faire le nécessaire pour parvenir à une courbe linéaire qui permette d'atteindre les parages des 72,5 pour cent en 2035 », souligne Andrew Ferrone.

La Commission doit désormais transformer l'accord en loi, qui sera soumise au vote du Parlement européen. Ce sera ensuite aux pays de traduire sans tarder ces promesses en actions politiques.

Avec la première version du Green Deal, le continent était une force motrice de la lutte contre le réchauffement climatique. Mais avec la deuxième Commission von der Leyen, qui louche de plus en plus vers la droite extrême, l'Europe a singulièrement revue ses ambitions à la baisse. L'action climatique est désormais reléguée loin derrière le soutien à l'économie, à la compétitivité et à la défense.

L'objectif premier, un réchauffement climatique qui se limiterait à +1,5 degré Celsius, est jugé irréaliste par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Le 21 octobre, il déclarait que « nous ne parviendrons pas à contenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C dans les prochaines années » et que ce « dépassement est désormais inévitable ».

Andrew Ferrone confirme que 2024 a été la première année au cours de laquelle les températures ont dépassé cette marque symbolique et que 2025 devrait suivre la même trajectoire. Il relève toutefois que la science climatologique se base sur des périodes plus longues avant de tirer des conclusions. « Sur les vingt dernières années, nous sommes à environ +1,3°C, mais il ne fait aucun doute que si les émissions de gaz à effet de serre ne baissent pas drastiquement très rapidement, nous atteindrons très vite cette barre des 1,5°C. »

Si après cinq années de baisse consécutive, le Luxembourg est plutôt un bon élève en matière de baisse des émissions des gaz à effets de serre, certains secteurs ne suivent pas le rythme. Les industries de l'énergie, de la manufacture et de la construction ont vu leurs émissions de 2024 augmenter de 38,5 pour cent par rapport à 2023 (chiffres provisoires). Pour Gaston Trauffer, Head of industrial policy auprès de la Fedil, ces statistiques « traduisent avant tout une évolution conjoncturelle du contexte industriel et énergétique. Certaines industries ont retrouvé en 2024 un niveau de production plus normal. » Il relève aussi face au *Land* que « les investissements industriels ne suivent pas le calendrier des objectifs climatiques, mais des cycles d'investissements propres à chaque secteur, souvent très longs. » Il pose ainsi les conditions du succès : « Les réglementations climatiques ne sont pas un frein en soi, à condition qu'elles soient cohérentes, prévisibles et accompagnées de mesures concrètes qui tiennent compte de la réalité industrielle. »

[...]

[Suite de la page 3]

Gaston Trauffler place toutefois un bémol de taille en avançant que « la COP doit avant tout créer des conditions de concurrence équitables à l'échelle mondiale. » Arguant que l'Europe impose déjà beaucoup de normes environnementales et qu'elle ne représente que quatorze pour cent des émissions mondiales, il maintient que si elle « reste seule à maintenir un niveau d'ambition élevé, elle risque non seulement de ne pas atteindre la neutralité carbone mondiale, mais aussi de voir sa capacité de production se déplacer vers des régions aux exigences bien moindres. »

La Fedil a donc été rassurée par les propos de Luc Frieden (CSV), qui déclarait le 27 octobre sur *RTL* : « Il faut mener une politique économique et climatique de concert. Mener l'une contre l'autre, cela ne fonctionne pas. [...] Compétitivité et protection du climat doivent aller de pair. » Gaston Trauffler est reconnaissant : « Nous tenons à saluer les décisions et les efforts du gouvernement. »

Les ONG savent bien que la période n'est pas favorable aux grandes décisions qui permettraient une sortie du court-termisme qui contente les générations actuelles, mais promet le pire aux suivantes. Le format des COP, pourtant, est jugé précieux. « C'est le seul lieu institutionnel qui permet aux États et à la société civile de se rencontrer pour aborder ces sujets à l'échelle globale, le seul qui ait du sens en la matière », souligne David Hoffman. « La pire des situations serait que ce format éclate. L'espoir de reconstruire plus tard un outil de cette envergure serait bien mince... »

« La pire des situations
serait que le format de la
COP éclate »

David Hoffmann, chargé de plaidoyer politique
à l'ASTM

Pour l'ASTM, les COP font aussi partie des rares endroits où le Nord rencontre le Sud. Or ces échanges sont indissociables de l'action climatique. « En tant qu'ensemble de pays industrialisés qui ont extrait des ressources dans leurs colonies du monde entier et émis depuis longtemps beaucoup de gaz à effet de serre, l'Europe (dont le Luxembourg) a le devoir moral d'être un leader climatique. » Si les effets du réchauffement impactent fortement les pays du Sud, ceux-ci, faute de moyens à disposition, ne peuvent financer ni leur décarbonation ni leur adaptation.

Or, David Hoffman explique que, sous l'autorité de l'UE, le Luxembourg défend une position ambiguë sur ces questions. En ligne avec la position continentale et les États-Unis, le Luxembourg s'est abstenu lors du vote des termes de la Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale du 26 novembre 2024. Or l'adoption du texte aurait permis de taxer les multinationales pétrolières et gazières (qui ont réalisé plus de 800 millions de dollars de bénéfices depuis les Accords de Paris) et de mettre en place des taxes environnementales sur le principe pollueur/payeur. De quoi soutenir les pays du Sud et les petits pays insulaires, souvent écrasés par le poids de dettes qui les paralysent et dont l'origine se situe parfois à l'ère coloniale.

Un scénario identique a eu lieu à Séville cet été, lors de la Conférence internationale sur le financement du développement. Là aussi, l'abstention de l'Europe et des États-Unis a bloqué le vote de la Convention-cadre de l'ONU sur la dette souveraine des pays du sud. En Andalousie, les pays riches ont sciemment refusé de la restructurer.

Pourtant, le Luxembourg se place aujourd'hui en pionnier de l'ingénierie financière environnementale et climatique. Il présentera par exemple à Belém son initiative Rio Changemaker, qui, soutient Andrew Ferrone, « incite à une collaboration entre le public et le privé pour financer des projets qui aident à la baisse des émissions de gaz à effets de serre et à l'adaptation au changement climatique. » Pour la première fois, le pays tiendra seul un stand pour communiquer sur sa démarche. Il était auparavant affilié au Bénélux et à Banque européenne d'investissement. Le climatologue indique que le Luxembourg est un des cham-

pions du financement climatique par habitant. « Pour les cinq prochaines années, nous investirons 320 millions d'euros, soit une augmentation de 45 pour cent par rapport aux cinq années précédentes. »

Cet effort est louable, bien que très insuffisant. L'ONU a chiffré les besoins en financement climatique des pays en développement à une somme comprise entre 5 012 et 6 852 milliards d'euros jusqu'en 2030. Un chiffre époustouflant, mais que l'ASTM remet en perspective : il représente environ cinq pour cent du PIB mondial en 2024.

Cet immobilisme n'est pas fait pour rassurer Sergio Ferreira, porte-parole de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés. « Ce n'est pas raisonnable. En ne faisant rien, ou très peu, on accélère le moment où il faudra accueillir un grand nombre de réfugiés climatiques. À l'heure actuelle, absolument rien n'est défini pour y faire face. » Il appelle à ce que les pays aient le courage de prendre cette problématique à bras-le-corps. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés climatiques a comptabilisé que, depuis 2008, plus de 21 millions de personnes étaient déplacées chaque année à cause d'inondations, de tempêtes, d'incendies ou de températures extrêmes. Ses projections estiment que la Terre en comptera 260 millions en 2030 et 1,2 milliard en 2050.

Conscient des difficultés, « l'effort commun n'y est pas », Andrew Ferrone veut toutefois voir les avancées qui ont déjà été rendues possibles par les COP. « Les énergies renouvelables progressent plus vite que dans les projections. Elles sont bien sûr toujours derrière les énergies fossiles, mais elles représentent un tiers de la production, devant le charbon. » Il cite aussi le réveil de la Chine qui reste le plus gros pollueur de la planète mais qui a mis en place une politique réaliste de réduction des émissions de gaz à effets de serre.

Le chargé de plaidoyer de l'ASTM a pris le parti de faire le dos rond, en attendant des jours meilleurs. « Aujourd'hui, la marée est basse mais il faut travailler et maintenir les structures en place pour que, lorsque la première vague reviendra, nous puissions de nouveau faire avancer l'action climatique. » ●



Le ministre de
l'Environnement
Serge Wilmes et
le premier
ministre Luc
Frieden en forêt

MECB

B L O G



PERSONALIEN

Daniel Miltgen,

ancien directeur du Fonds du logement de 1992 à 2015, est décédé ce lundi à l'âge de 68 ans. Ingénieur-urbaniste de profession, il avait été mis à la porte de l'établissement public par l'ancienne ministre du Logement Maggy Nagel (DP), avec laquelle les tensions avaient été nombreuses. Accusé de conflit d'intérêts lors de la vente d'un terrain à Leudelange, ce qui avait justifié son renvoi, la justice l'avait blanchi trois ans plus tard. Daniel Miltgen (photo : archives Patrick Galbats) a terminé sa carrière en

enseignant dans la section Génie civil, construction et architecture du lycée Josy Barthel (Mamer). Il avait réalisé un bref passage en politique avec Fokus, lors des élections communales de 2023. Scrutin au cours duquel sa fille Maxime a été élue sur la liste LSAP. ^{EN}

Philippe Wilmes,

früherer Vizepräsident der AMMD und mit Ex-Präsident Alain Schmit Initiator eines Ärztehauses „Findel Clinic“, kann sich vorstellen, dieses Modell, wenn es sich bewährt, „auch an anderen Standorten anzubieten“. Das erklärte er am Mittwoch im *Wort*. Idee der von Wilmes und Schmit mehrheitlich gehaltenen Phial s.a. ist es, Mediziner/innen aus dem grenznahen Ausland zum tageweisen Praktizieren an dem Ärztehaus zu gewinnen. Sie bekämen Räume, Ausrüstung, Personal und Administration vermietet. Wilmes scheint für eine

Ausweitung schon vorbereitet zu sein: Seinen 38-Prozent-Anteil an Phial hält er über die zu hundert Prozent ihm gehörende Beteiligungsgesellschaft Phiskndr Participations sàrl. Bei den Arzt/innen schlägt das Projekt Findel Clinic offenbar Wellen. Über Messenger-Dienste macht seit Mitte der Woche das Logo einer „AMAPA – Association des médecins amis de Philippe et Alain“ die Runde. Unter dem Schriftzug fallen Münzen in eine stilisierte Arzt-Kitteltasche. ^{PF}

Xavier Bettel,

vice-Premier ministre, a déposé plainte au commissariat après avoir été caricaturé sous les traits d'un personnage queer avec un keffieh et une cravate aux couleurs de la Palestine, a révélé le *Wort* lundi. Au-dessus du photomontage réalisé, selon les publications Mediahuis, par une membre du collectif « déi aner » militant notamment pour la communauté queer, figure le

texte : « This girl is the nastiest skank bitch I've ever met. Do not trust her », un meme de la (contre ?) culture du web. Ce jeudi, la plainte n'était pas arrivée entre les mains du parquet qui devra juger de l'opportunité des poursuites. Il faudra notamment définir le périmètre de la liberté d'expression : Une référence à une culture populaire et le soutien affiché à la communauté queer permettent-ils de formuler un langage ordurier et/ou homophobe à l'attention d'un ministre ? Pour l'heure, Xavier Bettel, homosexuel et qui défend les droits des personnes LGBT, est offensé et le fait savoir. ^{PSO}

POLITIK

Öffnen im Handel

Die Handelskammer hat den Änderungen der Regierung an den Gesetzentwürfen über längere Öffnungszeiten und Sonntagsarbeit im Handel zugestimmt. Der in

der *Sozialronn* im September vereinbarte Kompromiss, nur für Betriebe mit mehr als 30 Beschäftigten acht Stunden Sonntagsarbeit von einem Kollektivvertrag oder einer Branchenvereinbarung abhängig zu machen, sei zu „begrüßen“; vermutlich, weil das mehr als 90 Prozent der Einzelhandelsbetriebe nicht betrifft. Zu den Öffnungszeiten merkt die Handelskammer an, dass es unter der Woche immerhin möglich wird, eine Stunde eher (ab 5 Uhr) zu öffnen und eine Stunde länger (bis 21 Uhr) offen zu bleiben. Sie bedauert, dass über zwei Mal pro Kalenderjahr hinaus, eine Öffnung rund um die Uhr in zehn Branchen (von Lebensmitteln über Optiker bis hin zu Tabakläden) nur per Kollektivvertrag oder Branchenvereinbarung möglich sein soll. Zumal sie bemerkt hat, dass diese Aktivitäten in einem Artikel-Kommentar „de première nécessité“ genannt werden: Was so wichtig ist, sollte so einer Einschränkung nicht unterliegen (Foto: sb). ^{PF}

Gewerkschaftsbosse

Nachdem OGBL und LCGB vor drei Wochen dem Premier per Brief rieten, CSV-Arbeitsminister Georges Mischo zu entlassen, weil er „net op der Héicht“ sei (*d'Land*, 31.10.2025) sprang die CSJ Mischo gestern bei. In einer aggressiv formulierten Presseerklärung schrieb sie von „Gewerkschaftsbossen, déi falsch op hirer Plaz“ seien, denn ihr Brief sei „an Respektlosegkeet a Selbstduerstellung net ze iwwerbidden“. ^{PF}

WIRTSCHAFT

Banque privée

BNP Paribas a annoncé lundi un prochain changement à la tête de sa filiale luxembourgeoise, BGL. Béatrice Belorgey, en fonction depuis 2020, cèdera sa place en janvier à Nicolas Otton. Comme sa prédécesseure et compatriote, le Français arrive de la partie banque privée (gestion de fortune) du groupe. Le Luxembourgeois Yves Nosbusch, 50 ans, au comité exécutif depuis 2020, garde (pour l'heure ?) un second rôle dans la gouvernance de la banque détenue à 34 pour cent par l'État luxembourgeois et employant 2 100 personnes au Luxembourg. Carlo Thill est le dernier Luxembourgeois à avoir dirigé l'établissement (2005-2018), assurant notamment la transition d'un actionnaire majoritaire, Fortis, à un autre, BNP, en 2009. ^{PSO}

Erratum

Hochschul- und Forschungsinisterin Stéphanie Obertin gehört der DP an, nicht der CSV, wie in der Ausgabe vom 31.10.2025 stand.

Dans son édition du 24.10.25, le *Land* écrivait que le Luxembourg soutenait le projet de digitalisation des archives de l'UNRWA en y injectant « 1,5 million d'euros sur trois ans ». Il s'agit en fait d'un investissement de 1,5 million par an sur trois ans, soit une somme de 4,5 millions.

Kommen und Gehen

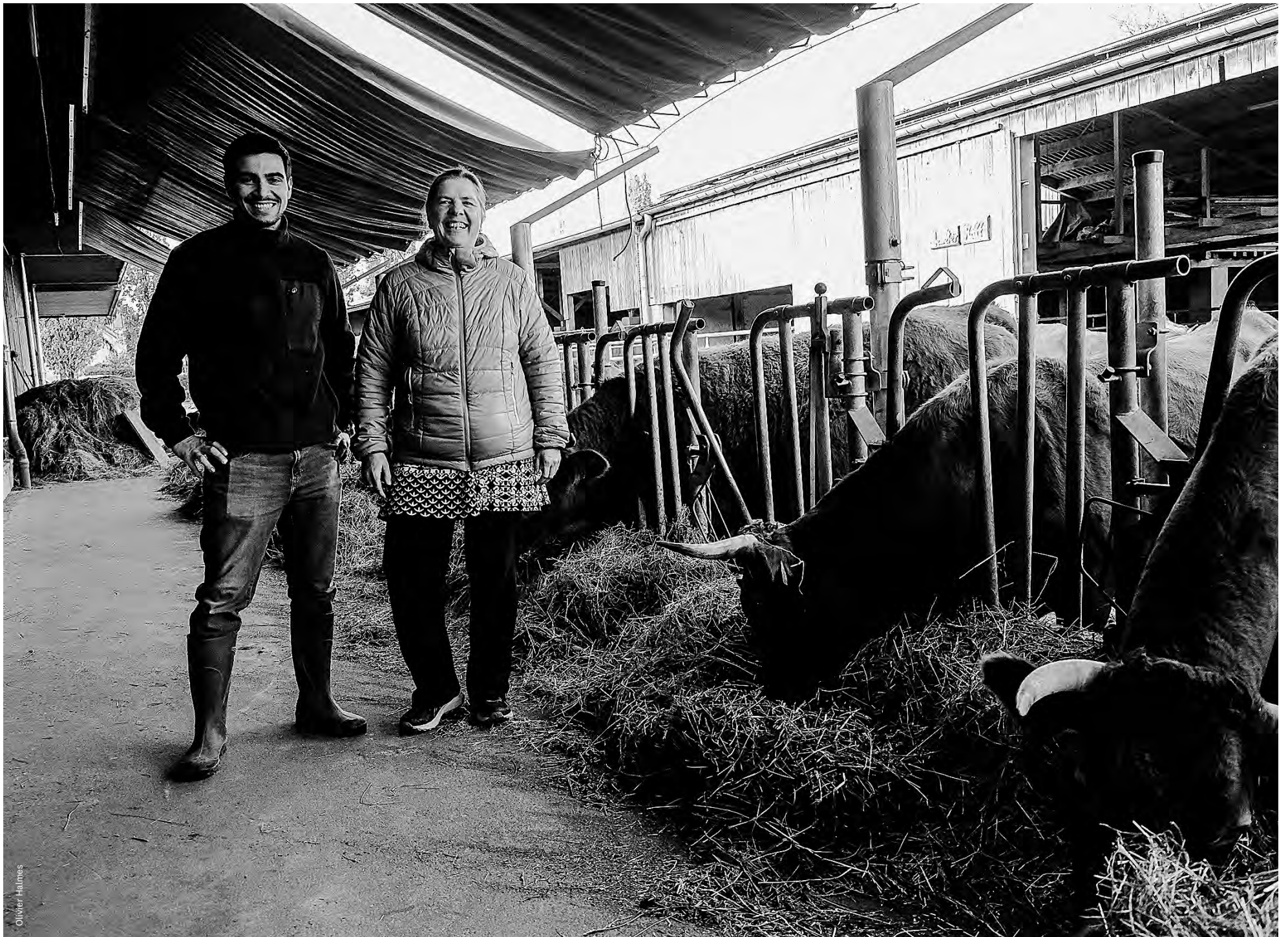
Im Jahr 2024 ließen sich 26 000 Personen aus dem Ausland permanent oder für mindestens ein Jahr in Luxemburg nieder – ein Rückgang um vier Prozent gegenüber 2023. Das geht aus einem Bericht hervor, den am Montag die OECD veröffentlicht hat. Mehr als drei Fünftel (61 Prozent) waren Europäer, die das Freizügigkeitsrecht nutzten. Sie stammten überwiegend aus Frankreich, Portugal und Italien und arbeiten vermutlich häufig in Schlüsselsektoren wie dem Finanz-, Bau- oder Gesundheitswesen. Weitere zwölf Prozent wurden als Arbeitsmigranten registriert, während 22 Prozent im Rahmen von Familiennachzügen nach Luxemburg kamen. Nur vier Prozent der Migrant/innen wurden aus humanitären Gründen aufgenommen – die meisten kamen aus Eritrea, Syrien und Algerien.

Bemerkenswert sind die Veränderungen bei einzelnen Herkunftsländern: Während die Zuwanderung aus China um 80 Personen gegenüber dem Vorjahr wuchs, sank die Zahl ukrainischer Migrant/innen um 3 500. Außerdem

erhielten rund 500 internationale Doktorandinnen und Postdoktoranden eine Aufenthaltsgenehmigung, sowie 600 Saisonarbeiter. Der Anteil der Bevölkerung, die im Ausland geboren wurde, liegt seit einigen Jahren bei knapp über der Hälfte. Das ist der höchste Anteil unter den OECD-Ländern, an zweiter Stelle kommen Australien und die Schweiz mit jeweils 32 Prozent.

Schon im August hatte das Statec Zahlen zur Migration publik gemacht. Demnach verließen 2024 16 500 Personen das Land, so dass sich ein Migrations-Saldo von etwa 9 200 Personen ergab. Gleichzeitig verlassen luxemburgische Staatsangehörige vermehrt das Land, wie die OECD hervorhebt. 2023 wanderten 4 100 Luxemburger/innen aus, vornehmlich nach Deutschland (47%), Frankreich (17%) und Belgien (10%). Wobei letztere Zahl möglicherweise trügt, da Belgien Zweitwohnsitze akzeptiert. Zur demografischen Entwicklung tragen auch Todesfälle und Geburten bei: Nahezu 4 500 Einwohner verstarben 2024 und 6 450 Kinder wurden geboren. SM





Dylan Vieira Da Silva und Sylvie Meyers-Weis

Gummistiefel statt Krawatte

IIII Stéphanie Majerus

Dylan Vieira Da Silva hat als Anwalt aufgegehört, um Demeter-Landwirt zu werden. Besuch neben dem Hühnerstall – mitten in einer neuen Vogelgrippe-Welle

„Ech sinn an d’Vicky verléiw“, sagt Dylan Vieira Da Silva. Vicky – das ist die Tochter von Sylvie und Guy Meyers-Weis. Sie führen gemeinsam einen Demeter-Hof auf dem Windhof, den Dylan Da Silva bald übernehmen wird. Aber die Verwandtschaftskonstellation ist nicht der einzige Grund, weshalb er seit sechs Monaten nicht mehr zur Anwaltskanzlei fährt. „Draußen arbeiten, ein Unternehmen leiten, mit Tieren in Kontakt sein, Maschinen reparieren, Produkte vermarkten – auf dem Hof mangelt es nicht an vielfältigen Tätigkeiten“, fasst der 26-Jährige sein neues Berufsleben zusammen. Nicht alles jedoch sei einfacher als zuvor: Im Büro treffe man auf Kollegen, auf dem Hof sei man häufig allein. „Mee ech verkaafen léiwer ee gutt Stéck Fleesch wéi eng Prokuratioun.“ Die Arbeit auf dem Hof sei weniger abstrakt: Im September sät man seinen Weizen, im Jahr darauf bäckt man sein Brot daraus.

Aber ein bestimmter Schatten bleibt derzeit nicht aus: Die Sonne scheint an diesem Dienstagnachmittag, aber die Hühner müssen im Stall bleiben – wegen der Vogelgrippe hat das Landwirtschaftsministerium Stallpflicht angeordnet. Rund um den Holzbau erstreckt sich ein großer Auslaufbereich. Auf dem von Hühnern aufgekratzten Boden liegt der weiße Pyrenäen-Hirtenhund nun alleine. Er soll Hühnerdiebe vertreiben; doch derzeit ist er arbeitslos. Zu Beginn der Woche meldete die Veterinärinspektion (Alva), sie habe bereits 18 an der Vogelgrippe verendete Wildvögel registriert; betroffen seien vor allem Reiher und Kraniche. Die Ansteckungsgefahr für Hühner, Enten und Gänse bleibt hoch – im Nachbarland

Weltanschauungen können motivationsstiftend wirken; vermutlich erklärt das den hohen Anteil an Anthroposophen, die sich im Interessenverein der Bio-Landwirtschaft engagieren

Deutschland wurden bereits mehr als 500 000 Geflügel in Betrieben getötet, um die Ausbreitung einzudämmen.

Durch ein Fenster in der Tür sieht man braune Isalois- und weiße Dekalb-Hühner. Ihre Federn sind sauber. Einige scharren unten am Boden, andere schlafen auf der oberen Etage. Ursprünglich lebten Hühner im Wald – die Etagenkonstruktion soll diese Waldebene nachbilden. Insgesamt leben 1 865 Hühner auf dem Hof. Täglich werden rund 1 500 Eier eingesammelt, die für 65 Cent pro Stück verkauft werden; die Produktions- und Lohnkosten belaufen sich auf etwa 30 Cent.

„Wa mer ee Virus-Fall hätten, dat wier hefteg. Da gi se all gekeult“, sagt Sylvie Meyers. Ein Huhn kostet den Betrieb im Einkauf 13 Euro. Hinzu kommen Impfrechnungen und der Freikauf des Bruderhahns für acht Euro – jener männlichen Küken, die später keine Eier legen und normalerweise getötet werden, bei Demeter jedoch weiterleben dürfen. Sollte die Alva eine Keulung anordnen, bezahle der Staat den Wert der getöteten Tiere sowie den der Eier, die zerstört werden müssen, erläuterte das Landwirtschaftsministerium diese Woche gegenüber dem *Land*. Je nach Fall komme die Staatskasse teilweise auch für den Produktionsausfall auf sowie die Desinfektionsmaßnahmen.

Der Demeter-Landbau geht auf den im 19. Jahrhundert geborenen Rudolf Steiner, den Begründer der Anthroposophie zurück, der vor genau 100 Jahren starb. Die Landwirtschaft war – neben der Medizin und der Waldorfpädagogik – das letzte von Steiner entwickelte Praxisfeld. Der Philosoph und Esoteriker traf 1924 auf Einladung des Grafen Karl von Keyserlingk im schlesischen Koberwitz (heute in Polen gelegen) ein, um in einer Vortragsreihe vor rund 100 Interessierten, größtenteils Berufslandwirten, die Grundlagen einer anthroposophischen Landwirtschaft zu legen. Steiners Vorträge liegen heute als *Landwirtschaftlicher Kurs* vor. Darin wird das agrarische Wirtschaften der Anthroposophen als Teil geistiger und kosmischer Einflüsse beschrieben – in Abgrenzung zur „materialistischen“, auf rein biochemische Prozesse zentrierten Agrarwissenschaft. Denn für die Anthroposophen hängt alles mit allem zusammen: Planeten, Mineralien, Pflan-

zen, Tiere, Menschen. Und in diesen Lebenszusammenhängen soll kein synthetischer Dünger auf die Felder gebracht werden, sondern biodynamische Präparate.

In Luxemburg gibt es derzeit sieben Demeter-Betriebe, das ist im Verhältnis zu den – laut Ibla – insgesamt 149 Bio-Höfen wenig. Aber die Demeter-Landwirte sind in der „Bio-Vereinigung“ stark vertreten, im geschäftsführenden Direktorium sitzen die Anthroposophie-nahe Daniela Noesen, sowie Änder-Schank; im sechsköpfigen Verwaltungsrat die Demeter-Landwirte Tom Kass und Jos Schank. Weltanschauungen können motivationsstiftend wirken; vermutlich erklärt das den hohen Anteil an Anthroposophen, die sich im Interessenverein der Bio-Landwirtschaft engagieren. Demeter ist heute weltweit verbreitet, auch in Nepal, Brasilien und Australien. Der Großteil der anthroposophischen Landwirtschaft konzentriert sich jedoch auf den deutschsprachigen Raum und die Niederlande sowie Winzerstandorte in Frankreich.

Sylvie Meyers-Weis war von dem biodynamischen Hof von Jos Schank in Hüpperdingen der „fasziniert“. Zwei Wochen war sie auf dem Dottenfelderhof in Hessen, um Einführungskurse in die anthroposophische Landwirtschaft zu besuchen. „Damals hat mich der Gedanke eines Kursleiters geprägt, der sagte, die Hörner seien die Krone der Kuh“, erinnert sie sich. Auch die Idee, in Kreisläufen zu wirtschaften, etwa das eigene Futter für die Tiere selbst herzustellen, habe sie überzeugt. 1997 stellten sie und ihr Mann Guy den Betrieb schließlich um. Durch Demeter, sagt sie, sei sie „ins Fühlen gekommen“. Sie „beobachte die Tiere, denkt sich in sie hinein“ und sei dadurch allgemein empathischer geworden. Besonders in ihrer Mutterkuhherde habe sie festgestellt, „wie zärtlich die Kühe untereinander und mit dem Stier umgehen – eine Kontaktaufnahme findet durch Lecken im Gesicht und am Körper statt“. Auch der Stier springe nicht einfach auf eine Kuh: „Der beflirtet sie zunächst, und erst wenn die Kuh einverstanden ist, *daerf en drop*.“ Die Kühe seien soziale Lebewesen.

Hinter dem Haus liegt der Limousin-Stall. Die meisten der 24 Rinder stehen im Außenbereich in der Sonne oder fressen Heu am Fressgitter. Manche Hörner sind gerade, andere wachsen spitz nach oben. „Ohne Hörner wären sie für mich wie amputiert“, sagt die Bäuerin. Ihre älteste Kuh ist 15 Jahre alt. Eine Katze mit zerzaustem dunklem Fell trottet über den Futtertisch der Mutterkuhherde. Sie ist 20 Jahre alt. Auf dem Windhof werden Tiere als Lebewesen betrachtet, aber zugleich müssen sie wirtschaftlich rentabel bleiben: Nach 15 Monaten werden die Eier der Hühner kleiner, die Schalen dünn; es lohnt sich nicht mehr, sie weiter zu füttern. Dann werden sie zu Suppenhühnern.

Vermarktet werden das Fleisch und die Eier des Windhofs im von Oikopolis geführten Naturata-Markt, der direkt an den Bauernhof angrenzt. An der Spitze des Bio-Vermarktungsunternehmens Oikopolis stehen ebenfalls anthroposophisch geprägte Personen; laut Eigenbeschreibung beruht das „Unternehmensleitbild“ auf den „Schwerpunkten Agrikultur, faire Zusammenarbeit, soziales Miteinander und Bildung“. Naturata erstattet dem Meyers-Weis-Hof den Verkaufspreis, sodass der Hof über diese Lebensmittelkette eine Form der Direktvermarktung betreiben kann. „Wir stellen keinen durch US-Zölle bedingten Einfluss auf unsere Preise fest und befürchten keine großen Auswirkungen

durch Mercosur, da wir in einer Nische produzieren“, analysiert Dylan Vieira Da Silva. Im Naturata-Windhof befindet sich zwischen den Lebensmittelregalen ein großes Fenster, von dem aus man in den Limousin-Stall sehen kann. Dem jungen Bauer gefällt die transparente Arbeitsweise. Er kann sich zudem vorstellen, künftig pädagogische Angebote oder Einrichtungen in den Hof zu integrieren.

Die Anthroposophie ist ambivalent. Sie betont den Wert der individuellen Freiheit, die Imaginationskraft des Menschen und die in Eigenwertigkeit von Lebewesen – so viel zu ihrer positiven Seite. Aber diese Weltanschauung geht zugleich von einer geistigen Welt aus, die durch "übersinnliche Erkenntnis" erkannt werden könne, wie es der Religionswissenschaftler Helmut Zander festhält. Auch das muss kein Problem sein. In Krisenzeiten aber kann das anthroposophische Milieu sich in Erzählungen über unsichtbare Kräfte verlieren, die in unproduktiven Unsinn münden. So wurde in der Coronapandemie von einigen Anthroposophen behauptet, das Virus sei harmlos, die Impfung gefährde die Seele und Krankheiten würden ganz persönliche Botschaften übermitteln.

Als klar war, dass die drei Töchter von Sylvie und Guy den Hof nicht weiterführen wollen, wollten die Eltern ihn zunächst verpachten. „Der Hof wird seit 1835 in sechster Generation geführt. Die letzten 30 Jahre haben wir den Boden gepflegt und genährt – wir wollten nicht, dass sein Gedeihen einfach aufhört“, sagt die Demeter-Bäuerin. Aber es hat sich kein geeigneter Nachfolger gefunden. „Für diesen Beruf muss man sowohl praktisch als auch betriebswirtschaftlich denken können – und hier das passende Profil zu finden, war nicht möglich“, erläutert die Landwirtin. Nachdem der Rekrutierungsprozess gescheitert war, reifte in Dylan die Vorstellung, den Betrieb selbst zu übernehmen. Nun muss er laut Agrargesetz zwei Jahre im Betrieb mitarbeiten, bevor er in die Stiefel der Führungskraft steigen darf. Wie finden die Eltern von Dylan Da Silva seine berufliche

180-Grad-Wende? Seine Mutter war dagegen, sie befürchtete, sein Studium sei nun umsonst gewesen. „Mäi Papp war méi chill“, sagt der junge Landwirt. Ein weiterer Betriebsleiter, der eine berufliche Umorientierung ähnlich wie Da Silva vollzogen hat, ist der ausgebildete Banker Jean-Louis Colling, der den Karelshaff von seinen Schwiegereltern übernommen hat (*d'Land* 20.05.2016)

Im Landwirtschaftlichen Kurs hat Rudolf Steiner festgelegt, dass der Demeter-Landbau mit biodynamischen Präparaten arbeiten soll. Diese bestehen aus Mist, Mineralien oder Pflanzenteilen. Die bekannteren sind das Horn-Mist- und das Horn-Kiesel-Präparat; sie werden aus Kuhhörnern gewonnen, die mit Mist oder Quarz über sechs Monate im Boden vergraben wurden. „Für mich sind sie wie Homöopathie für die Erde“, meint Sylvie Meyers-Weis. Gerade der Kiesel, der in Hörnern heranreife, die sich zuvor nach dem Sonnenlicht streckten, bringe die Wesenhaftigkeit von Licht auf die Felder. Demeter-Betriebe erzielen gute Resultate bezüglich ihres Humusaufbaus. Allerdings konnte kein kausaler Zusammenhang zwischen den Präparaten und diesen Resultaten auf naturwissenschaftlicher Basis nachgewiesen werden. Vielmehr wird vermutet, dass sie den Boden schonender bearbeiten – durch leichtere Traktoren, sanfteren Pflugeingriff und durchdachte Fruchtfolgen. In der Leitungsebene des Demeter-Anbaus mit ihrem Sitz am Goetheanum im schweizerischen Dornach stört dies allerdings wenige – es komme nicht wirklich auf naturwissenschaftliche Befunde an, denn die Präparate würden letztlich eine meditative Haltung fördern.

Hat sich Dylan schon in den Landwirtschaftlichen Kurs eingelesen? Er verneint, er habe lediglich die Demeter-Richtlinien studiert. Dylan sagt, er habe eine Affinität zu Mathematik und eine B-Sektion abgeschlossen. Der anthroposophische Gedanke aber, dass alles mit allem zusammenhängt, dass sich eine Art spirituelles Band durch alles ziehe – der spreche ihn an. ●

Quereinsteiger und Nachwuchs

Ende 2024 brachte die grüne Abgeordnete Joëlle Welfring eine Motion über Quereinsteiger in der Landwirtschaft im Parlament zur Abstimmung ein. Darin forderte sie die Regierung auf, Wege zu finden, um die Übernahme landwirtschaftlicher Betriebe zu erleichtern – etwa durch einen besseren Zugang zu Land, den Ausbau von Ausbildungsangeboten für Quereinsteiger und den Abbau administrativer Hürden. Die Motion wurde mit 58 Ja-Stimmen angenommen. Hintergrund der Debatte war der stetige Rückgang der landwirtschaftlichen Betriebe: Seit 1990 hat sich deren Zahl nahezu halbiert – auf mittlerweile etwas mehr als 1 800 Höfe. In einer Umfrage des Service économique rural (SER) aus dem Jahr 2021 gaben 44 Prozent der befragten Landwirte über 54 Jahre zudem an, ihre Nachfolge noch nicht geregelt zu haben,

und 30 Prozent erklärten, sie sei noch ungewiss. Die Landwirtschaftsministerin nannte die Zahlen Ende Juni in der *Revue* „ein Warnsignal“. Auch den Jungbauern geht das Thema nahe: Im November 2024 luden sie Denise Fischer-Keer von der Universität Bonn ein, um einen Vortrag zum Thema „Unternehmensnachfolge durch die Brille der positiven Psychologie: Den Wandel mit Resilienz und Werten gestalten“ zu halten. Denn – so nimmt es der Sektor wahr – kann die Aussicht keinen Nachfolger zu finden, sich negativ auf die mentale Gesundheit auswirken.

Vergangenen Freitag wurde nach Lösungen gesucht, um den Nachwuchs in der Landwirtschaft zu erhöhen. In Remich wurde in einem Workshop mit dem Ministerium, der Landwirtschaftskammer und den Jugendvereinen der Bauerngewerkschaften festgehalten,

eine „Charme-Offensive“ zu planen – um den Beruf öffentlichkeitswirksam aufzuwerten. Darüber hinaus wird ein Leitfaden zur Betriebsübernahme ausgearbeitet, eine „Flächen- und Betriebsbörse“ errichtet, um Betriebsübergeber und mit potenziellen Übernehmern in Kontakt zu bringen, und versucht, Garantie- und Zinsvergünstigungsprogramme für junge Landwirte zu erzielen. Dass Quereinsteiger ohne familiären Zugang zu Land in einem großen Betrieb Fuß fassen kann, bleibt in Luxemburg aufgrund der hohen Landpreise eher unwahrscheinlich. Als „aktiver Landwirt“ wird nur anerkannt, wer mindestens drei Hektar bewirtschaftet, eine abgeschlossene landwirtschaftliche Ausbildung oder eine längere Praxiserfahrung vorweisen kann. So will man sicherzustellen, dass landwirtschaftliche Beihilfen an Landwirte und nicht an Investoren gehen. SM

Das Landwirtschaftsministerium hat eine Stallpflicht verordnet



65 Cent kostet ein Ei





Pierre Reding in
der Luxemburger
Oberstadt

„Eher Promoteur als Anwalt“

IIII Sarah Pepin

Seit knapp drei Jahren ist Pierre Reding Kommissär fir d’Lëtzebuerger Sprooch. Ein Porträt

Nach etwa dreißig Minuten Gespräch in seinem Büro im Kulturministerium muss sich Pierre Reding verbessern. Er hatte sich „Anwalt“ der luxemburgischen Sprache genannt. Muss unsere Sprache verteidigt werden? „Nein, das war der falsche Ausdruck. Ich bin eher ein Promoteur“, sagt er. Seit Januar 2023 ist er Komissar für die luxemburgische Sprache. Was dem Namen nach eine polizeiliche Detektivarbeit nahelegt, ist eine Art Dreh- und Angelpunkt für die Förderung der Sprache. „Ech sinn dofir do, ze kucken, dass d’Lëtzebuer-gesch zu Sengem kënn.“

Pierre Reding ist in Wormeldingen aufgewachsen, an der Mosel, und bietet gerne den Wormer Dialekt an, den er gleich mit Beispielen illustriert: *Körrech* bedeutet *Kierch*, eine *Kierch* sei hingegen eine herkömmliche *Kiischt*. Seine Eltern betrieben das 1975 eröffnete Café Wormer Stuff, bekannt für seine „grouss Hameschmieren, Pâté, Zoossiis a Kachkéis“, wie in den Archiven des *Wort* nachzulesen ist. Er wuchs dort auf, war ein „Wirtschaftsjong“. Das Café lief gut, die Eltern waren beschäftigt. In den 90er-Jahren feierte die Sektion Wormer-Canach der DP Bälle in der Wormer Stuff. (Mit Henri, Viviane, Roy oder Jean-Claude Reding ist Pierre Reding nicht verwandt.) Nach dem Aufnahmeexamen ging der einzige Sohn ins Internat nach Echternach. Es waren die 70er- und 80er-Jahre, die 160 anderen Jungs waren eine Mischung aus „Bauernsöhnen, Kinder von Geschäftsleuten und Söhnen von Vätern, die selbst bereits im Echternacher Internat waren“. Anlässlich des ersten Tages für die Lëtzebuerger Sprooch erinnert Reding sich in einem Artikel in der „Warte“ an die Nachmittage, als er mit seinem Vater in die Stadt fuhr, dort in „Gilberts“ Eisenwarenhandlung Schrauben kaufte und nachher eine gelbe Limo im Lentzen Eck bekam.

Bereits als Jugendlicher pflegte Pierre Reding eine gute Beziehung zum Luxemburgischen. Als die Diplomfeier anstand, wurde er gebeten, die Rede zu halten, Französischlehrer wollten ihm dabei helfen. Doch er hielt die Rede 1984 auf Luxemburgisch. „Ich habe nicht im Traum daran gedacht, das auf Französisch zu machen.“ Luxemburgisch war zwar seit 1912 im Lehrplan verankert, doch gesprochen wurde es im Lyzeum damals kaum. Dabei erklärt Pierre Reding, eigentlich nie eine Postkarte in seiner Muttersprache geschrieben zu haben: Je nach Kontext seien Urlaubsgrüße entweder auf Deutsch oder Französisch verfasst worden. Das liege an der Mündlichkeit des Luxemburgischen, dessen Rechtschreibung erst kürzlich festgelegt wurde. In den letzten Jahren habe der Gebrauch der Sprache sich mehr und mehr verschriftlicht, unter anderem aufgrund von Messenger-Apps und Social Media, sagt Reding.

Nach dem Abitur ließ er sich am Iserp zum Lehrer ausbilden. Acht Jahre arbeitete er in der Grundschule, bevor er Schulinspektor wurde. Die Staatskarriere führt ihn ans Script, wo er didaktisches Sprachmaterial für den Kindergarten ausarbeitet, sowie in die Integrationsarbeit. Er arbeitet sich hoch zum Ersten Regierungsrat im Bildungsministerium, war 2022 dort Chef der Generaldirektion für Integration. Zwischenzeitlich hatte er die Präsidentschaft der Jury des nationalen Literaturwettbewerbs inne. Als Hobbys gibt er Schwimmen und Singen an.

Pierre Reding driftet öfter mal ab, erzählt Anekdoten, die ihm in den Sinn kommen. Er wirkt jovial – und wie ein Vermittler. Luc Marteling, ehemaliger Direktor des Zentrum fir d’Lëtzebuerger Sprooch (ZLS), sagt, Reding sei scharfsinnig und habe einen *clin d’œil*, er sei „kein typischer Staatsbeamter“. Ab und an muss er Gemüter beruhigen. Regelmäßig erreichen ihn Beschwerden von Menschen, die finden, es werde nicht genügend Luxemburgisch gesprochen. Zuletzt war es jemand, der die Sprachenpolitik des Staatsexamens nicht zufriedenstellend fand. Manchmal sind es Menschen, die sich über die mangelnde Sprachkenntnis von Pädagog/innen beschweren.

Die Sprache hat einen Ritt hinter sich. 1984 wurde sie unter Pierre Werner als offizielle dritte Landessprache anerkannt. Die Einschreibungen für Luxemburgischkurse haben sich

Die Luxemburger pflegen eine ambivalente Beziehung zu ihrer Mundart

in den vergangenen zwanzig Jahren verdreifacht und liegen heute am INL bei mehr als 5 000. Eine weitere Institutionalisierung erfolgt seit 2017, als der Conseil de la langue luxembourgeoise (CPLL) gegründet wurde. 2018 trat ein Gesetz in Kraft, das die Basis für das ZLS und die Rolle des Kommissars legte (Reding nennt das „einen Quantensprung“). Das ZLS funktioniert komplementär zu Redings Tätigkeit als technischer Gegenpart. Direktor ist seit rund einem Jahr Alexandre Ecker, der seit mehr als 20 Jahren am *Lëtzebuerger Online Dictionnaire* (LOD) mitarbeitet. Er bezeichnet Reding als „dynamisch“, „jemand, der es mag, wenn man vorankommt“. Reding ist der zweite Kommissar, vor ihm war es Marc Barthelemy, ehemaliger Mathematik-Lehrer.

Das Themenfeld ist politisch beladen. In Teilen der Gesellschaft und der Politik hat eine Fusion zwischen Identität und Sprache stattgefunden. Auch aus diesem Grund ist es Eric Thill, der das Luxemburgische seit seinem Amtsantritt im Kulturministerium beheimatet, wichtig, stets die Mehrsprachigkeit zu betonen. „Wie weit wir mit dem Luxemburgischen gehen, ist eine sozio-politische Frage“, sagt Reding. Er begrüßt, dass die Sprache ihren Weg in die Verfassung gefunden hat, findet jedoch, dass sie nicht neben die Flagge und die Nationalhymne gehört, sondern ihr ein eigener Paragraph gebührt hätte. Er begründet dies damit, diese nationalen Symbole seien statisch, während eine Sprache etwas Lebendiges sei. Zudem plädiert Reding dafür, die Mehrsprachigkeit ebenfalls in der Verfassung zu verankern.

Eine stärkere Politisierung der Sprache ist ab den 80er-Jahren zu beobachten. Zivilgesellschaft und NGOs erachten die Sprache als Brücke für eine heterogen werdende Schulbevölkerung. Jean-Claude Juncker erklärt sie als unumgänglich für die soziale Kohäsion. Zuletzt ist es die ADR, die seit dem Referendum über das Ausländerwahlrecht 2015 immer wieder öffentlichkeitswirksam stichelt und ein defensives Narrativ der Sprache mitbegründet hat. In parlamentarischen Anfragen ihrer Fraktion spiegelt sich die Behauptung, dass die Sprache verschwinde: Spricht das Luxair-Personal Luxemburgisch? Warum wurde das „Moien“-Schild am Flughafen weggenommen? Warum trägt das INL keinen luxemburgischen Namen? („Die Leute müssen es finden können“, merkt Pierre Reding in diesem Kontext an.) Fernand Kartheiser versuchte sogar eine Rede im EU-Parlament auf Luxemburgisch zu halten – und wurde prompt unterbrochen. Neu ist das Thema für die ADR nicht. Bereits in den späten 90er-Jahren erkundigte sich der Abgeordnete Gast Giberyn über den Gesundheitszustand der Sprache, danach immer wieder. Die damalige Kultur-Staatssekretärin Octavie Modert (CSV) antwortete ihm 2008 auf eine parlamen-

tarische Anfrage, er brauche sich nicht zu sorgen, denn an luxemburgischen Begriffen für Anglizismen werde gearbeitet: „Beispiller kënne genannt ginn, ewéi Handziedel fir Flyer, Verknëppung fir Link, Problemléisung vir Troubleshooting a Stippi fir Wildcard, fir der nëmmen e puer ze nennen.“

Die Luxemburger pflegen eine ambivalente Beziehung zu ihrer Mundart. „Do ass warscheinlech sou e klengen Mannerwärtsgskeetskomplex“, sagte Claudine Muno dazu vor mehr als zwanzig Jahren im Buch *Lëtzebuergesch: Quo Vadis?* Sie machte ihn auch daran fest, dass es wenig kulturelles „Gepäck“ gebe, mit dem man sich identifizieren könne. Diese Ambivalenz führt in Gesprächssituationen etwa dazu, dass Muttersprachler/innen schnell „switchen“, auch wenn die Gesprächspartner Luxemburgisch lernen und üben wollen. „Mir kéinten eis scho méi mengen“, sagt Pierre Reding. Das Schulsystem hinterlasse seine Spuren: Luxemburgisch werde als Sprache „vun doheem“ und „ënner eis“ verstanden. „Ein Gedicht von Anise Koltz habe ich in der Schule nie gelesen.“ Seine Mission ist es auch, die Literatur sichtbarer zu machen.

Ein Phänomen, das er ebenfalls beobachtet, sind Ausländer, die sich mehr um die Sprache sorgen als die ferventesten Muttersprachler. Sie melden sich bei ihm mit Fragen wie: Warum steht der luxemburgische Name der Ortschaft in den Bahnhöfen nicht über dem französischen? Sie hätten ein anderes Verständnis zu ihrer eigenen Sprache aus ihren Heimatländern und könnten unser Verständnis von Mehrsprachigkeit nicht immer ganz nachvollziehen, sagt Reding. Expats, die ihre Kinder in internationale Schulen schicken, würden sich einerseits sorgen, ob sie genug Luxemburgisch lernen, um später die Staatsbürgerschaft annehmen zu können, andererseits gebe es jene, die sich fragen, weshalb das Kind sich nun damit herumplagen müsse, immerhin bleibe man wohl nur zwei bis drei Jahre im Land.

Reding gibt an, keine Parteikarte zu haben, er wolle neutral sein. Dann sagt er den Lieblingssatz von Luxemburgern, die in der Öffentlichkeit stehen: Er unterscheide zwischen seiner privaten Meinung und seinem öffentlichen Amt. Völlig abwegig ist das für einen hohen Beamten nicht. Eine Abneigung den Liberalen gegenüber hat er jedenfalls nicht, denn sowohl das Bildungs-, als auch das Kulturministerium werden von blauen Ministern geführt. „Ech fille mech wei en ongleewege Chrëscht, deen zugläch sozial a liberal ass“, erklärt Reding seine politische Ausrichtung. Franz von Assisi sei ein großes Vorbild, aber genauso Jürgen Habermas. „Ich bin eklektisch unterwegs.“

Er müsse schon viele Anfragen der ADR beantworten. Es sei auch nicht immer alles „komplett falsch“, was sie beanstande, kommentiert Reding. Wie man die Sprachensituation bewerte, komme aber darauf an, ob man das Glas „halb voll oder halb leer“ sehen wolle. Die stärker gewordene Angst beobachte er insbesondere, seitdem das Englische in Luxemburg präsenter ist, also seit etwa zehn Jahren – denn das sei eine Fremdsprache, die nicht von sozial Schwächeren gesprochen werde, was andere Sorgen schüre. Er wagt sich weiter vor, nennt den öffentlichen Dienst eine „Festung“.

Den Aktionsplan für die Sprache, der 40 Maßnahmen vorsieht, bezeichnet Reding als eine Art Hausaufgabenbuch. Darunter finden sich punktuelle Maßnahmen, wie eine Studie zur Jugendsprache, aber auch laufende, wie etwa die Förderung hiesiger Literatur und Kultur in den Lehrplänen oder das Erlernen der Sprache im Sozial- und Gesundheitssektor. Derzeit müssen Pfleger/innen, die in Altenheimen arbeiten, ein B1-Zertifikat nachweisen.

Wie viele Menschen Luxemburgisch sprechen, soll bis 2027 mit dem Statec ermittelt werden. Die letzten Zahlen stammen aus dem Jahr 2021, damals gaben 275 400 Personen die Sprache als Hauptsprache an, 10 000 mehr als zehn Jahre zuvor, in Anbetracht des demografischen Wandels jedoch proportional weniger. Die Unesco führt Luxemburgisch als Minderheitssprache. Pierre Reding missfällt das: „Wir sind nicht mehr verwundbar.“ ●

RENTENREFORM

Abschlagen und absetzen

IIII Peter Feist

Teil der Pensionsreform, die die Regierung nach der Sozialromm am 3. September festhielt, sind auch zwei steuerliche Maßnahmen: ein *abattement de maintien dans la vie professionnelle* (AMVP) und eine höhere Absetzbarkeit der Prämien für einen privaten Altersvorsorgevertrag. 9 000 Euro jährlichen Abschlag auf das versteuerbare Einkommen soll erhalten, wer seine vorgezogene Altersrente noch nicht antritt, obwohl es möglich wäre. Weil entweder 40 Beitragsjahre für eine Rente ab 57 erreicht sind, oder für eine Rente ab 60 ein Mix aus Beitragsjahren, freiwilliger Versicherung, Nachkauf von Rentenrechten oder Ergänzungszeiten, etwa für ein Studium. Die Absetzbarkeit der Prämien für einen privaten Sparvertrag wiederum soll von 3 200 auf 4 500 Euro im Jahr steigen.

Beide Neuerungen stehen in Gesetzentwurf 8640 des Finanzministers. Darin wird der Steuerausfall durch die höhere Absetzbarkeit der Prämien für Sparverträge auf 20 bis 25 Millionen Euro jährlich geschätzt. Der neue Abschlag AMVP könne, falls 4 000 Personen davon Gebrauch machen, neun bis elf Millionen kosten.

Dass 4 000 Personen, sowohl im Privatssektor wie im öffentlichen, ihren Eintritt in eine vorgezogene Rente verschieben könnten, hört sich nach viel an. Für den *Privé* allein käme das einem Drittel der 11 980 Anträge auf eine vorgezogene Rente gleich, die bei der nationalen Rentenkasse CNAP im vergangenen Jahr eingingen. Dagegen erhielt die

CNAP 4 512 Anträge auf die reguläre Altersrente mit 65.

Was illustriert, wie Menschen, die sich dem Rentenalter nähern, abwägen, wann die Rente hoch genug sein wird, um früher als mit 65 gehen zu können. Wie abgewogen wird, ist schwer zu sagen, schon weil 60 Prozent der im Privatssektor Rentenversicherten eine „gemischte Karriere“ aus Beitragszeiten in Luxemburg und im Ausland haben und nicht bekannt ist, welche Renten aus dem Ausland bezogen werden. Doch die Generalinspektion der Sozialversicherung schrieb vor einem Jahr in „Les départs en retraite 2011-2023“ (*Cahier statistique* Nr. 20), in jenen 13 Jahren hätten 43,2 Prozent der jeweils neuen Rentner/innen im *Privé* ihren Eintritt in den Ruhestand verschoben, im Schnitt um drei Jahre. Vor allem taten das – zu rund 60 Prozent – Menschen mit gemischter Karriere. Am Ende kamen sie auf durchschnittlich 43,9 Jahre aus Beitrags- und Ergänzungszeiten. Der mittlere Rentenbetrag für sie lag dennoch 2023 nur bei 1 614 Euro im Monat, gegenüber 3 570 Euro Rente für eine komplett in Luxemburg geleistete Beitragszeit. Denn im Schnitt haben Rentenversicherte mit gemischter Karriere 20 Jahre lang Beiträge im Ausland entrichtet.

Wenn Einwanderinnen und Grenzpendler mehrheitlich schon länger arbeiten als nötig, dürften vor allem sie geneigt sein, vom Steuerabschlag AMVP zu profitieren. Das Finanzministerium rechnet vor: Auf ein ajustiertes steuerbares Jahreseinkommen von 50 000

Euro ergäbe das AMVP 3 034 Euro Steuerersparnis in der Steuerklasse 1, sowie 3 756 Euro auf ajustierte 100 000 Euro.

In welchem Verhältnis für die öffentlichen Finanzen ein Steuerausfall von jährlich neun bis elf Millionen durch das AMVP und andererseits der Gewinn fürs Rentensystem aus einer längeren Beitragszeit liegen könnten, wurde noch nicht aufgeschlüsselt. Auch in der Sozialromm im September nicht. Doch weil bei längerem Verbleib im Berufsleben länger Rentenbeiträge auf Gehälter *fin de carrière* entrichtet werden, obendrein zu einem ab 1. Januar leicht erhöhten Beitragssatz, dürfte der Steuernachlass einen insgesamt positiven Effekt haben.

Dagegen wird die höhere Absetzbarkeit der Prämien für private Altersvorsorgeverträge ein Steuergeschenk (und eines an die Finanzbranche), das den Staat Geld kostet. Es wird kaum etwas daran ändern, dass solche Verträge zur Optimierung der Steuererklärung und zum Kapitalsparen populär sind, aber nicht als Zusatzrente. Wer 30 Jahre lang jeweils 4 500 Euro in einen Rentensparplan steckt, wird eine Rente erhalten, die auf eine Bezugsdauer von um die 30 Jahren angesetzt ist. Monatlich wird daraus kaum mehr als die eingezahlte Prämie, mit Zinsen und eventuellen Überschussbeteiligungen zwar, aber ohne Index und Renten-Ajustement – man ist ja nicht im Umlageverfahren. Die meisten Sparrer werden sich wie bisher ihr Kapital auszahlen lassen. Und vielleicht Luc Frieden nachsehen, dass er im *état de la nation* so viel Aufregung um *méi laang schaffen* auslöste. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Zuschüsse

Minister, Unternehmerlobbys rechnen gerne vor, wieviel Geld der Staat den Familien, Arbeitslosen, Armen zahlt. Nie rechnen sie vor, wieviel er den Unternehmern zahlt. Das könnte den Neid besitzloser Klassen schüren. Zweifel an der Marktwirtschaft, am Unternehmergeist wecken.

Nächstes Jahr soll der Staat Unternehmen direkt bezuschussen mit 2 224 343 008 Euro. Das stellt gegenüber 2025 eine Erhöhung um 338 Millionen Euro, 18 Prozent dar. Eine Verdoppelung seit 2019. Es ist der zweithöchste Betrag in der Geschichte. Ohne dass eine akute Krise staatliche Eingriffe verlangte.

Im Entwurf für 2026 gliedert der „Regroupement comptable des dépenses“ den Staatshaushalt nach Ausgabenkategorien (S. 656). Vier davon fassen die Direktzuschüsse an Unternehmen zusammen: 31. Betriebskostenzuschüsse (1 456 Millionen), 32. sonstige Direktzuwendungen (360 Millionen), 51. Kapitaltransfers (211 Millionen), 81. Darlehen und Beteiligungen (197 Millionen).

In den vergangenen 25 Jahren wuchsen die Direktzuschüsse an Unternehmen so schnell wie die Gesamtausgaben des Staates. Der Anteil machte um die sieben Prozent aus. Ausreißer gab es 2021, als die Zuschüsse in der Covid-Krise auf 8,64 Prozent stiegen. Vor allem 2008, als der Staat mit 2,4 Milliarden Euro BGL, BIL rettete. Damals machten die Zuschüsse an die Unternehmen mehr als ein Viertel (26,23 %) sämtlicher Staatsausgaben aus. Mehr als während der Stahlkrise (1983: 22,36 %).

Staatliche Zuschüsse erhöhen den Profit, verringern das Investitionsrisiko. Unternehmen, die eine wirtschaftliche Diversifikation versprechen, erhalten nächstes Jahr 895,7 Millionen Euro. Unternehmen der Informations- und Kommunikationstechnik werden mit vier Millionen bezuschusst. Manche gar nicht.

Der Staat übernimmt Lohnkosten von Unternehmen. Das Arbeitsministerium zahlt 13,7 Millionen für gesetzliche Sonderurlaube. Die Beschäftigung Behinderter wird mit 66,5 Millionen bezuschusst. Das Erziehungsministerium übernimmt die Kosten der Qualifikation von Arbeitskräften: Es bezahlt die Lehre und Berufsausbildung in Betrieben mit 44,3 und 29 Millionen Euro.

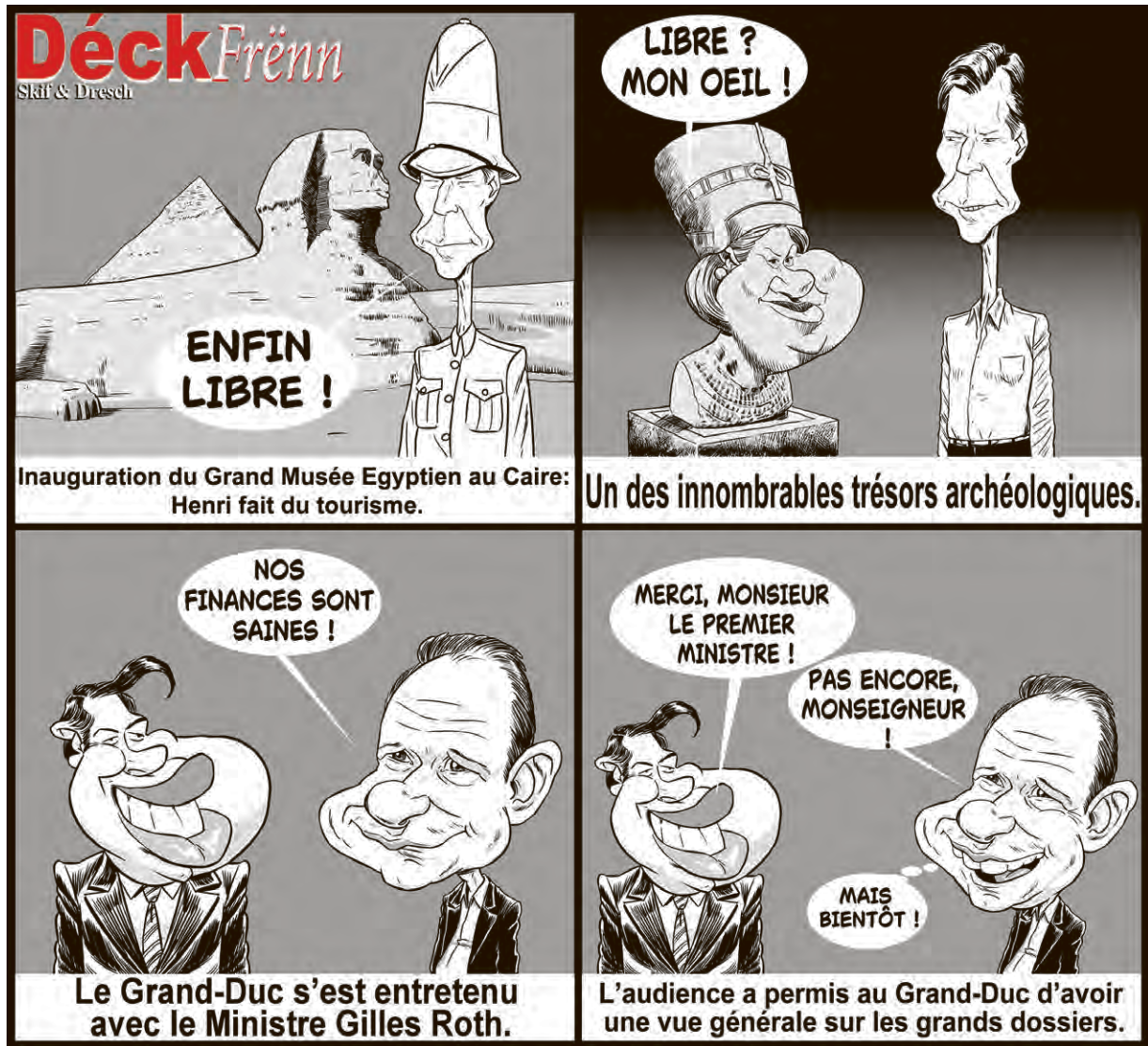
Statt öffentliche Kinderkrippen zu schaffen, bezuschusst das Erziehungsministerium kommerzielle mit 294,8 Millionen, 31 Millionen mehr als 2025. Privatschulen erhalten 165,2 Millionen.

Nächstes Jahr will der Staat für 40 Millionen CO₂-Quoten, für 58 Millionen Schulden des Fonds Belval übernehmen, sich für 50 Millionen am Kapital von Unternehmen beteiligen. Er bezuschusst den Wohnungsbaufonds mit 55, sozial gesinnte Vermieter mit 33,8 Millionen. Das Gesundheitsministerium zahlt Ärzten 61,7 Millionen für den Bereitschaftsdienst in Krankenhäusern.

Der Staat bezuschusst Branchen, die nach marktwirtschaftlichen Kriterien die Nachfrage nicht effizient befriedigen können. Die höchsten Direktzuschüsse erhält die CFL für den Personen- und Gütertransport: 396,8 Millionen für den Bahn- und 61,7 Millionen für den Busbetrieb, 33 Millionen mehr als 2025. Sowie 208 Millionen als Übernahme der Eisenbahnerpensionen. Private Busfirmen erhalten 275,4 Millionen für den Linienverkehr, 62,9 Millionen für den Schultransport. Der Staat bezahlt den kostenlosen Personentransport nicht als Dienstleistung. Er verbucht ihn als Betriebskostenzuschuss.

Die Flughafengesellschaft wird mit 49,9 Millionen bezuschusst. Stromnetzbetreiber Creos erhält erstmals 150 Millionen, Zeitungsverlage und Web-Seiten erhalten 12,3 Millionen. Der Bertelsmann-Konzern bekommt 16,5 Millionen für das lokale Fernsehprogramm und die Teilnahme am Eurovision Song Contest.

Doch die großzügigsten Zuschüsse sind Steuerermäßigungen. Der Körperschaftsteuersatz auf den Unternehmensprofitten lag 1986 bei 40 Prozent. Heute beträgt er 16 Prozent. Erhöht wurden die Einkommensgrenzen für verminderte Steuersätze, erweitert die Abschreibungsmöglichkeiten, verringert die Bemessungsgrundlage. Die so verursachten Steuerausfälle verteilen von unten nach oben um. Sie tauchen nicht in der Statistik auf. ● ROMAIN HILGERT



« Une guillotine »

III Interview : Pierre Sorlut

Entretien avec Georges Krombach, patron de l'industrie du tabac (Heintz van Landewyck), mécontent d'une législation qui exclut son nouveau produit du marché national

Georges Krombach, 44 ans, directeur des ventes du manufacturier de tabac détenu par sa famille depuis deux siècles a publié un message remarqué le week-end dernier sur LinkedIn : « We created a great product, manufactured in Luxembourg, exported to over 25 countries, providing consumers with a better alternative. Unfortunately, lawmakers in Luxembourg prohibited it yesterday. » La Chambre a voté jeudi une nouvelle loi anti-tabac. Celle-ci impose un plafond très bas du taux de nicotine présent dans les sachets snus (sans tabac) notamment commercialisés depuis peu par le groupe Heintz van Landewyck. Celui qui est aussi administrateur de la Fedil, prévoit que les produits similaires achetés sur internet vont affluer sans que cela ne bénéficie « aux commerçants, aux consommateurs et surtout pas aux caisses de l'État ». Georges Krombach reçoit le *Land* mardi dans les locaux historiques de Hollerich (en reconversion) en compagnie de son responsable affaires publiques et ancien lobbyiste à Bruxelles pour la European Smoking Tobacco Association, William Meyer. Cordiaux et accueillants, ils organisent une visite de la ligne de production des sachets nicotiques, la Snus Kitchen, puis l'échange se poursuit dans la salle de réunion. Sur les murs, des paquets historiques comme L'Africaine ou Amiral, des cigarettes anciennement produites par le manufacturier luxembourgeois.

D'Land : Sur LinkedIn, vendredi après le vote de la loi contre le tabac, vous compariez la mesure interdisant de facto le snus aux années vingt aux États-Unis et à la prohibition...

Georges Krombach : En effet. Cette loi est la plus dure loi anti-tabac jamais votée au Luxembourg. Elle porte sur la taille des paquets, le contrôle des douanes, les grammages ou encore l'interdiction de facto d'une nouvelle catégorie... Cela interdit chaque nouveauté avec de la nicotine. En fait, c'est une guillotine pour notre avenir.

Il faut préciser que c'est une loi transposant une directive européenne...

C'est du *gold plating*. La loi européenne visait les arômes du tabac à chauffer. Avec ce projet de loi (déposé par Paulette Lenert en juin 2023, ndlr.), ils ont rajouté 25 pages. C'est une bible anti-tabac. Ses dispositions limitent nos capacités à se différencier sur le marché. C'est un gouvernement anti-tabac. On n'a jamais vu ça.

Est-ce que vous percevez la fin d'une ère durant laquelle Heintz van Landewyck aurait été protégée en tant qu'industrie nationale ?

Nous maintenons de très bonnes relations de travail avec certains ministères comme les Finances ou l'Économie. Parce que nous sommes un acteur industriel. Mais nous sommes un peu ringardisés par l'intelligence artificielle, l'espace ou la cryptomonnaie.

Pour le tabac, la devise « la directive rien que la directive » ne vaudrait pas ?

Non. À cause de la pression des réseaux sociaux. Aujourd'hui, un politicien pense pouvoir gagner les élections en cumulant des likes sur Facebook. Et pour cela, le tabac est idéal. Tout le monde est contre. Les gens ne descendront pas dans la rue pour avoir le droit de fumer. Il n'y a pas de Nora Back du tabac. Il semble aujourd'hui impossible de prendre des décisions sur les grands sujets comme les retraites, la politique industrielle ou la défense. Il faut trouver un dénominateur commun. Et celui-ci, c'est le tabac.

[...]

Georges Krombach mardi sur la ligne de production de Thor

Olivier Halmes

[Suite de la page 11]

Tous sauf l'ADR qui a voté contre la loi...

Effectivement.

Vous présentez cette loi comme une interdiction de facto du snus et de votre produit, Thor. Est-ce que cela n'alimente pas la rhétorique populiste contre les interdits d'un nouvel hygiénisme ?

Selon les partis politiques, on n'interdit pas, mais on fait le choix de la réglementation. Mais avec une réglementation si stricte, on interdit le produit. Bien sûr que les populistes sautent là-dessus. Et on le voit bien dans les commentaires. « L'alcool est autorisé, mais ça on interdit. » C'est un terreau fertile. Nous leur avons conseillé de ne pas interdire, de fixer une limite entre 5 et 16mg de nicotine par sachet (elle a été fixée à 0,048 milligramme par sachet de nicotine, ndlr). Mais le taux plafond appliqué est identique à celui contenu dans deux aubergines. En théorie il faudrait mettre un avis sanitaire sur les aubergines.

Dans ses avis, la Chambre de commerce écrivait en effet que le législateur se basait sur les plafonds nicotiniques dans l'industrie alimentaire...

Oui, la Chambre de commerce (l'organisation patronale a demandé le retrait de la loi dans quatre avis, ndlr) et la Fedil ont tout donné. Mais elles se sont confrontées à un mur.

Cela vous a-t-il surpris qu'une coalition réputée pro-business ait soutenu une telle loi ?

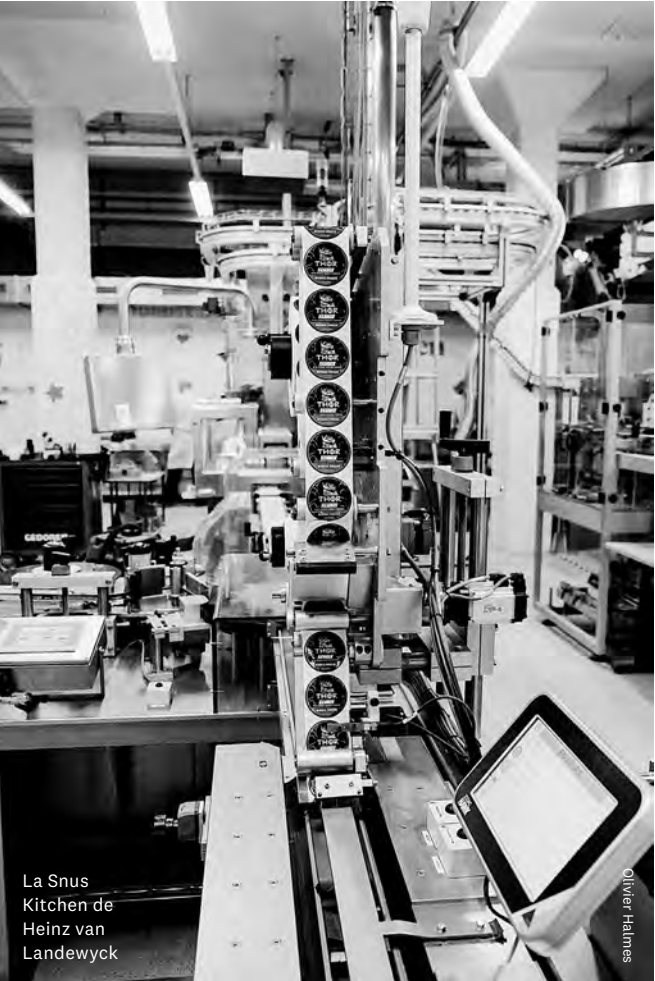
Cela a en dit long sur la stabilité réglementaire... Les chemins courts ne fonctionnent pas pour le tabac.

Pourtant les caisses publiques se garnissent (un milliard d'euros par an) avec les recettes du tourisme du tabac...

Le Luxembourg n'a pas un modèle économique qui cherche à exporter son tabac dans un autre pays. La France, la Belgique et les Pays-Bas ont fait n'importe quoi avec leurs taxes. Ils ont tellement monté les prix que pour certains, ça vaut le coup de faire 300 kilomètres pour acheter des cigarettes. Ce n'est pas la faute du Luxembourg. Il y a un zoom des Français sur Luxembourg qui se construit sur beaucoup d'autres jalousies. On le voit avec le débat sur la taxe Zucman au Parlement français. Le Luxembourg est régulièrement cité. Mais si au Luxembourg le paquet coûtait cent euros du jour au lendemain, il n'y aurait pas une cigarette de moins fumée en France.

Le fait est que l'on veille sur ce milliard d'euros de recettes du tabac...

La stratégie ce n'est pas d'être les moins chers en Europe. Le Luxembourg se cale sur l'Allemagne qui ne peut pas radicalement augmenter ses accises sur la cigarette car tous les Allemands iraient acheter leur tabac en Pologne ou en République tchèque... qui en fournit déjà un tiers dans une ville comme Berlin. L'Allemagne perdrait alors des milliards de recettes par an.



Vous ne stigmatisez donc pas une tendance générale à interdire ?

Non. Juste pour le Snus. Sinon, le pays est assez libéral. Nous y sommes contents. Le CBD est autorisé... et taxé. La cigarette, elle est traitée de manière, on va dire, équilibrée. C'est surtout le raté du snus... une tendance mondiale dans laquelle nous souhaitons nous inscrire. Ce segment sera énorme d'ici dix ans. Nous avons investi 2,5 millions d'euros dans une ligne de production qui reprend les standards de l'industrie pharmaceutique. Nous faisons venir la poudre de laboratoires, les mêmes qui produisent celles des Nicorette. Nous vendons le produit dans les bureaux de tabac et pas dans les pharmacies. Le même. Mais nous, nous sommes taxés. Une boîte de Nicorette coûte 18 euros. Une boîte de snus, cinq. On n'a pas le même lobby.

Quel est le rendement de votre Snus Kitchen ?

Dix millions de boîtes par an. La production est vendue sur 25 marchés, dont une quinzaine de pays européens. On fait un tabac. Six mois après le lancement de Thor en 2022, on réalisait déjà un million d'euros de chiffre d'affaires. Puis on a doublé chaque année. Il y a une demande globale phénoménale tirée par les pays scandinaves et les États-Unis. Si vous allez en Suisse, à Zurich, dans les bars, le soir, il n'y a plus de paquets de cigarettes sur les tables. Il y a que du snus, partout. L'interdiction ne va rien changer à cette donne. Les gens vont commander en ligne. Nous vendons dix pour cent de notre production au Grand-Duché. Nous sommes une petite entreprise familiale. Nous devons rester compétitifs face à des géants comme British American Tobacco ou Philip Morris. Or nous n'avons pas les mêmes moyens. Mais au Luxembourg, nous bénéficions d'un rôle historique qui nous donne quelques armes, notamment la réputation. Donc perdre le marché luxembourgeois, c'est un peu difficile à accepter.

Les gens savent qu'ils achètent local quand ils achètent des marques van Landewyck ?

Cela dépend des marques. Mais le logo est affiché partout. Sur les Ducal, nous avons mis une Couronne.

Ce n'est pas le Cactus de la cigarette ?

Bonne question. Le fumeur ne fume en général pas un patrimoine national. La cigarette, ce n'est pas comme l'eau ou la bière. L'eau vient du coin. Le fumeur fume un peu différents endroits du monde. Notre tabac est importé depuis une trentaine de pays... du Brésil, de Chine ou d'Europe. Après, les clients de nos marques comme Maryland ou Ducal, manufacturées à Erpeldange, savent qu'ils fument luxembourgeois. L'Africaine, à l'époque, avait une forte identité nationale. Mais avec la Marlboro ou la Camel dans les années 50-60, il y eut une américanisation du produit. Les gens voulaient fumer le rêve américain. On en revient un peu. Nous avons lancé Maya, des cigarettes sans additifs. Les consommateurs savent que c'est fait ici. Elixir est notre plus grande marque. On en vend essentiellement à l'étranger, comme en Espagne, en Pologne ou en Allemagne. Ces clients n'en ont rien à faire que ce soit produit au Luxembourg. Ce n'est pas un argument de vente. Sauf si l'on considère que la législation impose des normes sociales. Ce n'est pas du chocolat suisse.

Vous n'êtes plus fournisseur de la Cour ?

On nous a retiré le titre. Le tabac est moins bien vu.

Comme les cadeaux aux politiques. Vous en faites très peu. Le registre des membres du gouvernement ne renseigne qu'un cendrier en porcelaine offert à l'ancien ministre de l'Environnement, Claude Turmes (Déi Gréng), lorsqu'il avait visité les nouvelles installations au Fridhaff.

Nous travaillons dans une industrie qui est beaucoup sous contrôle. Donc si on commence à faire des cadeaux, on va vite avoir des problèmes. Mais nous insistons, il faut entretenir le dialogue.

Vous avez d'ailleurs envoyé votre représentant, William Meyer, ici présent, voir les députés luxembourgeois. Un rendez-vous de la dernière chance avec Gilles Baum (chef de la fraction DP) est recensé le 16 octobre dans le registre des entrevues de la Chambre.

On est allé voir tout le monde pour expliquer notre cas. Tout le monde. Sauf les verts et les socialistes qui nous tapent dessus.

La France, les Pays-Bas et la Belgique ont interdit le snus également...

Oui mais avec des bases légales un peu différentes. Rendre la dose de nicotine dérisoire, c'est l'approche de Luxembourg. En

L'entreprise

Le producteur de tabac Heintz van Landewyck (qui porte les patronymes du couple fondateur) compte 1 500 salariés répartis sur trois sites de production : à Erpeldange, à Trèves et en Hongrie. van Landewyck réalise là-bas sa plus grosse part de marché à l'étranger, sept pour cent. La manufacture luxembourgeoise pèse aussi deux pour cent des marchés allemand et français, explique Georges Krombach. L'entreprise sert 25 marchés avec ses sachets nicotiniques, une cinquantaine avec la cigarette. Selon le rapport consolidé du groupe, également actif dans la logistique, le chiffre d'affaires annuel s'élève à 3,7 milliards d'euros pour 58 millions de profit. PSO

Belgique et en France, ils ont tout simplement interdit le produit. C'est une sorte de nouveau rideau de fer qui coupe l'Europe en deux. À l'Ouest, des pays très anti-tabac comme la France, la Belgique et les Pays-Bas. Ils voient le snus comme un nouveau produit du tabac alors le premier réflexe, c'est l'interdiction. En revanche, en Europe centrale et orientale, les pays réglementent avec des avertissements sanitaires, des limites maximales de nicotine, etc. Le snus va rester. Dans une éventuelle future harmonisation, l'UE devra trouver l'équilibre entre réglementation et interdiction. Peu de chance que l'approche luxembourgeoise soit majoritaire. Par exemple, dans une proposition sur la taxation des produits, la Commission propose de créer une catégorie pour les produits tels que le snus.

Thor est votre seule marque de snus ?

Oui. D'autres marques étaient dans les tuyaux. Mais avec les cafouillages législatifs ici et dans d'autres pays, nous avons préféré attendre pour les développer... vu l'investissement que cela représente. Le Luxembourg est notre marché test pour les marques. On profite de la dimension cosmopolite.

Quand on est patron d'une entreprise qui produit du tabac, est-ce qu'on se dit qu'à long terme les normes de santé publique auront raison du modèle d'affaires ?

Notre entreprise trouve ses racines en 1815, avec la première manufacture ouverte à Ettelbruck par Charles Fixmer. L'histoire du Luxembourg en tant que pays est intimement liée à la nôtre. Puis on fume depuis les Mayas... ils communiquaient ainsi avec les dieux. On devrait survivre à quelques politiciens ambitieux en quête de likes sur Facebook. Mais notre industrie est amenée à évoluer, un peu comme les voitures dont on condamne le moteur à combustion. Et il y a aussi une tendance à cacher sous le tapis.

C'est-à-dire ?

On délocalise les nuisances. Pour le vapotage, toutes les cigarettes électroniques vendues en Europe sont fabriquées en Chine. Il y a du plastique, une batterie, du liquide... nous on arrive avec un produit européen, issus de labos et de machine originaires de l'UE, et on nous interdit. Du coup, la production s'en va. Nous délocalisons notre chaîne de production à l'Est.

Combien de personnes y travaillent ?

Dix. À voir si le LSAP ou Déi Gréng leurs donnent du travail...

Vous avez conscience du problème de santé public. *L'Essentiel* évoquait récemment le succès rencontrés par les sachets nicotiniques dans les écoles, avec un jeune sur cinq qui a essayé.

Oui cet article a été poussé par la CNEL (Conférence nationale des élèves du Luxembourg) dont certains membres ont des ambitions politiques. C'était finement joué car publié le jour du vote du rapport sur le projet de loi. Selon les chiffres de la Commission européenne, seuls deux pour cent des 15-24 ans consomment ces produits. Contre quinze pour la cigarette. Et il faut remettre en perspective : c'est un substitut à la cigarette (d'autres expliquent que cela installe dans une situation de dépendance à la nicotine et prédispose à la cigarette, ndlr). C'est pour permettre au fumeur de passer à autre chose.

Dans les avis de la Chambre de commerce, il est dit que ça porte atteinte à la libre circulation des biens. Est-ce que vous allez déposer un recours devant la CJUE ou c'est peine perdue ?

On se sait pas... on a d'autres chats à fouetter. De nouvelles directives se profilent. Je pense que le produit va être régulé d'ici trois quatre ans à Bruxelles. À mon avis il va être autorisé avec des teneurs entre un et seize milligrammes. Le problème se résoudra tout seul d'ici cinq ou six ans. Si cette fois-ci le Luxembourg s'en tient à la directive, rien que la directive... ●

No-Lo business

IIII France Clarinval

Les boissons sans alcool connaissent un boom que le législateur veut accompagner

Partout en Europe, la consommation de vin est en baisse et se situe actuellement à son niveau le plus bas depuis trente ans. Les jeunes notamment ont tendance à consommer moins se tournent vers des boissons à faible teneur en alcool ou sans alcool. Le *Wine Package* publié par la Commission européenne en mars offre de nouvelles possibilités de commercialisation de vins désalcoolisés ou partiellement désalcoolisés. Le Luxembourg emboîte le pas de ces adaptations, en modifiant les règles fiscales sur les mélanges de vin. Une promesse que le ministre des Finances, Gilles Roth (CSV) avait formulée lors du Wäibaudesch cet été qui se lit aujourd'hui dans un projet de loi un peu fourre-tout où il est question de retraites, de rénovation énergétique et... d'accises sur les « boissons alcooliques confectionnées ».

Depuis 2006, une surtaxe de 6 euros par litre est en vigueur sur les boissons qui combinent de l'alcool à des produits sans alcool. Cette règle visait principalement les « alcopops », mélanges d'alcool et de jus, soda ou sirop, souvent porte d'entrée des jeunes dans la consommation d'alcool. L'augmentation drastique du prix de ces prémix a permis d'en limiter la consommation : Le volume mis sur le marché est passé de 53 292 litres en 2006 à 2 244 litres l'année dernière, soit une baisse de 90 pour cent. Le nouveau projet de loi prévoit explicitement que le mélange de vins alcoolisés et non-alcoolisés ne soit pas soumis à cette surtaxe.

« Nous souhaitons soutenir les viticulteurs tant au niveau de la production que de la commercialisation, notamment en s'adaptant mieux au marché », communiquait le gouvernement lors du Wäibaudesch. Cette idée n'est pourtant pas une demande du secteur. « Désalcooliser le vin coûte cher, je ne pense pas qu'il y ait actuellement un marché pour des vins à 6 ou 7 degrés », explique André Mehlen, directeur de Vinsmoselle. Pas non plus une demande des consommateurs selon Arnaud Vaingre à la Vinoteca : « La demande n'est vraiment pas franche pour ce segment. Je crois qu'aujourd'hui les gens veulent du vin avec ou sans alcool, mais pas un milieu. Pour les boissons autour de 5 degrés, les cidres et les bières séduisent davantage ». Il rappelle aussi que le vin blanc Folie à 9° lancé en 2019 par des lycéens avec le vigneron indépendant Pit Pundel (Pundel Vins Purs) n'a pas connu le succès escompté : une seule cuvée a vu le jour.

En revanche le sans alcool se porte bien. Et pas seulement en janvier qui, depuis 2013 en Grande-Bretagne et à peine plus tard dans le reste de l'Europe, est devenu symbole de sobriété avec le Dry January. Les boissons sans alcool ne sont plus l'apanage des femmes enceintes, des musulmans ou des personnes en sevrage alcoolique. Les Américains, qui inventent des noms pour chaque phénomène, les appellent « sober curious ». Ils ne sont pas contre la consommation d'alcool, ils en dégustent d'ailleurs parfois. Mais ils tendent vers une consommation plus consciencieuse, saine et responsable. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils ne vont boire que de l'eau. Les adeptes du no-lo (no alcohol/low alcohol) recherchent de nouveaux produits pauvres en alcool, mais avec du goût. Ils ont à cœur de garder une image festive notamment de la cuisine et de l'apéritif, suivant l'adage « boire moins mais boire mieux ». Le phénomène est surtout en vogue chez les jeunes urbains : « C'est une mode qui reste marginale dans les bistrots à la campagne », estime Steve Martellini, directeur de la fédération Horesca. Cependant, il constate que les bières sans alcool sont de plus en plus nombreuses. « Ces produits existent depuis très longtemps et la qualité est au rendez-vous. Les consommateurs connaissent les marques et leur font confiance. »

L'histoire de la bière sans alcool remonte à 1918 avec la « Malto » néerlandaise destinée aux athlètes et aux jeunes. Aux États-

Unis, la prohibition a mené à la création d'une « near beer », une boisson maltée faiblement alcoolisée. Ces premières versions ne se sont pas imposées en raison d'un goût très différent de celui de la bière classique. Divers progrès et recherches ont permis d'améliorer les saveurs. En 1965, le brasseur suisse Hans Hürlimann réussit à cultiver une souche de levure qui réduisait la teneur en alcool à 0,5 degré. La technique utilisée jusqu'à la fin des années 1990, notamment par le pionnier Clausthaler consistait à brasser un moût régulier, puis à retirer la levure par filtration dès le début du processus de fermentation. Depuis une vingtaine d'années, la désalcoolisation par évaporation à froid sous vide (appelée par osmose inversée) a ouvert la voie au développement de bières sans alcool commercialement viables et au goût proche des bières classiques.

croissance très importante, autour de 25 pour cent par an. Dans l'Horeca, c'est plus faible, de l'ordre de dix pour cent », calcule Fabien Cesarini chez Munhowen. Il estime qu'en rayon, une bière sur dix est sans alcool, mais ce segment représente cinq pour cent du chiffre d'affaires du distributeur. Même constat chez Delhaize qui propose 66 bières sans alcool et note une augmentation des ventes de seize pour cent par rapport à l'année précédente. Karima Ghazzi, responsable communication, relève que le marché des vins et bulles sans alcool croît encore plus : « À travers nos 53 références, on observe une progression de 23 pour cent des volumes par rapport à l'an dernier. » Chez Cactus, la part du sans alcool au sein des bières et des apéritifs dépasse les dix pour cent et la croissance du segment est plus forte que celle du CA global.

Le vin désalcoolisé, arrivé plus tard sur le marché, est aujourd'hui en pleine expansion. Dans un contexte où la consommation de vin est en baisse, c'est une niche de plus en plus explorée par les viticulteurs. « Les Français et les Allemands ont commencé autour de 2015, mais à l'époque c'était très confidentiel. Le boom est apparu avec le Covid et ne se dément pas. Entre 2022 et 2023, nos ventes ont doublé », relate Arnaud Vaingre à la Vinoteca. Il détaille être passé d'une centaine de bouteilles vendues par an à environ 4 000. Une niche qui grossit donc et représente, chez lui aussi, quelque cinq pour cent de son chiffre d'affaires. Les restaurants gastronomiques haut de gamme étaient ses premiers clients. Il constate qu'aujourd'hui, les chefs étoilés concoctent eux-mêmes leurs boissons sans alcool.

Les vignerons luxembourgeois suivent aussi cette tendance. Jean-Marc Schlink en est déjà à sa quatrième cuvée zéro alcool. Il assemble plusieurs cépages aux arômes marqués pour garder un vin solide : gewurztraminer pour la note fruitée, chardonnay pour la structure et pinot blanc pour l'acidité. Vinsmoselle s'y est mis en 2023 avec un vin blanc. La coopérative a complété la gamme en début d'année avec un mousseux, un rosé et un mousseux rosé (ou plutôt un vin pétillant, le gaz carbonique est ajouté après). Elle produit quelque 20 000 bouteilles par an « Pour un bon vin sans alcool, il faut d'abord un bon vin, réalisé avec des raisins de qualité pour s'assurer un maximum d'arômes. On travaille des cépages comme le gewurztraminer ou le rivaner », détaille le directeur. Le travail de désalcoolisation, par évaporation sous vide à 28 degrés permet de retirer plus de soixante pour cent de l'alcool. Vinsmoselle envoie ses vins au domaine Trautwein à Lonsheim (à environ 200 km du Luxembourg) et supervise les ajustements pour que le résultat ne soit pas trop dosé en sucre. Les règles européennes stipulent d'ailleurs qu'un vin désalcoolisé (ou partiellement désalcoolisé) ne peut subir que les pratiques déjà autorisées sur le vin (pas d'ajout de glycérol ou d'arômes exogènes, ...).

La terminologie devrait évoluer avec les nouvelles réglementation européennes : Les vins dont la teneur réelle en alcool est inférieure ou égale à 0,5 pour en volume ne seraient plus étiquetés comme « désalcoolisés », mais comme « sans alcool » (accompagnés de la mention « 0,0 % »). Mais les mentions réglementées comme « château », « clos » ou « domaine » demeurent interdites.

Reste que le vin sans alcool est un produit transformé qui subit une étape industrielle supplémentaire, consommatrice d'énergie et réalisée loin des domaines. Des boissons à base de jus fermentés, de moûts effervescents, les infusions ou les kombucha devraient se développer dans les années à venir pour combler les soifs sans alcool en restant raisonnable écologiquement. ●



La qualité des vins désalcoolisés progresse

Toutes les brasseries se sont engouffrées dans la brèche. Toute ? pas vraiment. À la Brasserie nationale, on fait de la résistance : « Jusqu'ici, nous trouvons les produits pas assez aboutis et non conforme à notre ADN », justifie Fabien Cesarini, directeur marketing. Mais il ajoute « on y travaille ». En revanche à la Brasserie Simon, la première bière sans alcool a été commercialisée dès 2019. « Ce segment connaît une croissance chaque année et représente autour de cinq pour cent de notre chiffre d'affaires », note Pierre Forthomme, le directeur. Le brasseur du Nord propose trois bières sans alcool, une pils et deux aromatisées. « Le processus de désalcoolisation ne peut pas être réalisé au Luxembourg, les installations nécessaires sont trop coûteuses, leur rentabilité n'est atteinte qu'avec de très gros volumes », précise-t-il sans vouloir nommer le partenaire qui réalise cette étape pour eux.

Les bières sans alcool ont trouvé leur clientèle. « Dans les grandes surfaces et nos enseignes Drinx, les sans alcool connaissent une

Les rois nus de la tech

III | Frédéric Braun

Pour le philosophe Norman Ajari, la menace fasciste réside dans la dérive autoritaire des démocraties et dans le pouvoir croissant des géants de la technologie

Dans *Late Fascism*, le sociologue et philosophe Alberto Toscano proposait en 2023 une relecture du fascisme à travers la tradition radicale noire, en montrant que la violence et l'oppression vécues par les Noirs américains révèlent une continuité historique avec le colonialisme et l'esclavage, et que la démocratie peut fonctionner de manière fascisante selon le groupe social observé, notamment les populations noires, qui continuent de vivre une forme de violence systémique et d'exclusion qui rappelle les logiques fascistes et coloniales. Norman Ajari, chercheur franco-américain en Francophone Black Studies à l'université d'Édimbourg et invité du dernier Vendredi rouge de déi Lénk, étend cette analyse à son concept du « technofascisme ». Il ne le réduit ni à Trump ni à l'intelligence artificielle, mais le décrit comme l'idéologie d'une classe sociale particulière. Non plus la petite bourgeoisie, comme dans le fascisme historique, mais l'élite milliardaire internationale, représentée par des figures comme Elon Musk ou Peter Thiel.

Ainsi Peter Thiel (CEO de Palantir, entreprise américaine d'analyse du big data et de l'IA) verrait l'IA et la cryptographie comme deux pôles d'un conflit technologique et politique : l'IA, centralisée, pourrait permettre un contrôle économique global, tandis que la cryptographie favoriserait un monde décentralisé et individualisé. Selon Ajari, Peter Thiel investirait dans l'intelligence artificielle non pour suivre sa logique intrinsèque, autrement dit la centralisation massive et l'accès illimité aux données, mais pour la plier à ses ambitions politiques libertariennes et autoritaires. Le chercheur américano-français distingue clairement le technofascisme du populisme incarné par Donald Trump. Si Trump agissait comme un leader populiste en agréant des demandes sociales hétérogènes par des signes « creux » pour séduire les masses, le technofascisme serait fondamentalement « antipopuliste ». Il reposerait sur l'idée que la direction du monde appartient à une élite minuscule, dont le but est de consolider et d'étendre sa domination économique et politique sans passer par la démocratie ni l'assentiment des masses.

L'idéologie technofasciste vise à substituer la souveraineté entrepreneuriale à la gouvernance collective, imposant un règne monopolistique qui façonne le corps social et le contrôle via les données

Ajari identifie par ailleurs dans le technofascisme une dimension archéo-futuriste : une fusion entre une technologie ultra-avancée et un retour à des valeurs archaïques et violentes. L'idée étant que les sociétés occidentales seraient pleinement elles-mêmes seulement en combinant science débridée et archaïsme moral. Un fantasme qui s'appuierait sur la critique des freins libéraux et des droits humains, considérés comme des « verrous moraux » qui limitent l'expérimentation scientifique et l'extension du pouvoir technologique et social. Ajari, qui n'était pas à son premier passage par le Luxembourg (il est passé par l'université de Belval, en philosophie), cite la définition du technofascisme proposée par Apocalypse Nerds (Hadjadji & Tesquet). Il ne s'agirait pas d'ajouter des gadgets à un vieux régime autoritaire, mais d'un nouveau type de pouvoir modulable, distribué et post-idéologique, où l'autorité se déploie via des plateformes (Airbnb, Uber, etc.) et des réseaux privés, souvent en contournant ou en affaiblissant l'État. Dans cette optique, la souveraineté devient un service plutôt qu'une institution incarnée.

L'aspect fondamental souligné par Norman Ajari est le rôle des monopoles et grandes entreprises : le technofascisme viserait à remplacer progressivement l'État par des entreprises monopolistiques (Amazon, Google, Meta). Là où le libertarianisme traditionnel ou l'anarcho-capitalisme échouaient à cause de la concurrence et des crises qu'elle engendre, le technofascisme trouverait une solution : la concentration monopolistique qui rend possible l'application radicale de décisions centralisées par quelques individus au sommet de ces entreprises. Dans ce contexte, l'intellectuel (connu pour explorer la dignité noire, le pessimisme racial et la décolonisation de la pensée politique contemporaine) insiste sur un paradoxe : le libertarianisme, initialement centré sur la liberté individuelle, se retrouverait aujourd'hui à abolir la liberté des autres pour garantir la liberté absolue des dirigeants des monopoles, à travers le contrôle des employés et des consommateurs. Une forme de réflexivité du libertarianisme, qui se réinventerait à travers les succès des monopoles contemporains pour atteindre ses ambitions politiques et économiques.

Elon Musk et l'acquisition de Twitter (X) illustrerait bien comment la liberté d'expression est subordonnée à la souveraineté privée. Musk justifiait son rachat par la restauration de cette liberté, mais impose en pratique ses propres règles, censurant certains contenus. La logique, d'après Ajari, est claire : quand un gouvernement fixe des standards, c'est de la censure, mais lorsqu'une entreprise le fait, c'est normal. Ce modèle traduirait l'absolutisation du pouvoir d'agir du chef d'entreprise en norme de gouvernance, transformant la liberté entrepreneuriale en instrument de contrôle social et politique, et illustrant comment le technofascisme s'appuierait sur les monopoles privés pour imposer une domination sans passer par la démocratie ou l'État.

Pour Ajari, Peter Thiel incarne par ailleurs une approche stratégique et philosophique de l'investissement où chaque entreprise doit porter une « mission » destinée à remodeler la société selon sa vision. En tant que président de Palantir et investisseur dans des entreprises comme Spotify, Airbnb, Lyft ou Paypal, il ne se contente pas de générer du profit : son objectif est de fragiliser les fondements de l'État-providence américain et de la redistribution héritée du New Deal. Spotify réduit les revenus des artistes, Airbnb concurrence directement les hôtels, et les plateformes de type Uber sapent la protection sociale des travailleurs. Ainsi, Thiel utilise l'investissement comme un instrument politique. Ses entreprises, une fois adoptées à grande échelle, servent à affaiblir l'État de l'intérieur, limiter ses recettes fiscales et concentrer le pouvoir économique et décisionnel entre les mains d'une minorité, reflétant une logique de domination par la sphère privée.

Le modèle d'influence politique aurait évolué. Ce ne sont plus seulement les médias qui sont utilisés, mais directement les entreprises, comme celles de Peter Thiel ou Elon Musk, qui diffuseraient une vision technofasciste en façonnant les comportements et le discours public. X (ex-Twitter) illustre ce contrôle idéologique via son algorithme et son IA, alignant la plateforme sur la vision ultralibérale, conservatrice et suprémaciste de Musk. Sous la direction de Peter Thiel et Alexander Karp, Palantir développe des logiciels d'aide à la décision pour les agences militaires (notamment israéliennes), de renseignement et civiles (NHS en Grande-Bretagne), permettant de cartographier et cibler des populations, ce que Karp appelle des « kill chains ». Ces outils imposent une vision du monde spécifique, orientant la prise de décision selon les options et modalités offertes par Palantir, tout en consolidant le pouvoir des monopoles technologiques. Nommée d'après les « pierres de vision » du Seigneur des Anneaux, l'entreprise symbolise la capacité à surveiller et contrôler le monde. Cette concentration et militarisation des technologies s'inscrirait, selon Ajari, dans une continuité impérialiste et capitaliste, renforçant les monopoles et la domination économique et sociale, plutôt qu'un nouveau mode de production technoféodal en rupture avec le capitalisme (identifié par Yánis Varoufákis).

Selon le philosophe franco-américain, on assisterait ni plus ni moins à la fin du néolibéralisme et de la logique selon laquelle la concurrence libre et non faussée serait la solution à tous les problèmes économiques et sociaux. Les « technofascistes » façon Peter Thiel considèrent que « la compétition est pour les perdants ». L'objectif ne serait donc plus de rivaliser sur un marché, mais de créer des monopoles absolus, des « megacorporations » capables de régner sur un marché fermé et, progressivement, de phagocyter l'État. Cette logique transforme l'entrepreneur en un véritable « généralissime d'industrie », avec un pouvoir quasi monarchique au sein de son entreprise, ce qui, selon Curtis Yarvin et d'autres intellectuels du technofascisme, expliquerait l'efficacité des grandes entreprises comme Apple. La démocratie interne et sociale est perçue comme un obstacle. L'idéologie technofasciste vise à substituer la souveraineté entrepreneuriale à la gouvernance collective, imposant un règne monopolistique qui façonne le corps social et le contrôle via les données, les technologies et les plateformes. ●



Norman Ajari devant le Guille Wüllen vendredi dernier



Christa Weber

Profis bluten nicht?!

III Anina Valle Thiele

Menstruationskleidung, Werbeanzeigen rund um Hygieneartikel und misogynen Vorurteile. In der Ausstellung *Et leeft* im Lëtzebuerg City Museum dreht sich alles um die Menstruation

Rund 300 historische und zeitgenössische Objekte rund um Menstruation versammelt die Schau

15

Das Plakat springt einem ins Auge: eine weiße Slippeinlage, auf der der Titel in blutroten Lettern einsickert, kündigt die Ausstellung an. *Et leeft. Die Ausstellung zur Menstruation* läuft aktuell im Lëtzebuerg City Museum. Und damit eine Schau, die mit einem unbequemen Thema lockt. Denn sie dreht sich in rund 300 Exponaten um die Menstruation, die öffentlich lange als peinliche Frauensache und Privatangelegenheit galt.

Rund dreieinhalb Milliarden Menschen menstruieren, hatten ihre Periode oder werden sie bekommen. Trotzdem wird der weibliche Zyklus nach wie vor in weiten Teilen der Gesellschaft(en) und auch in der sich als progressiv wahnenden westlichen Welt herablassend, mitleidig oder gar höhnisch betrachtet. Frauenfeindliche, misogynen Stereotype halten sich hartnäckig: „Die ist launisch und hat bestimmt ihre Tage!“

Aus Menstruationsblut gemaltes Trump-Porträt

Am Ende des Rundgangs, bei dem Mensch sich wie meist bei den Ausstellungen im Luxemburger Stadtmuseum von der Fülle der Exponate etwas erschlagen fühlt, dann die hässliche Fratze von Donald Trump. Die Künstlerin Sarah Levy hat mit Menstruationsblut ein Porträt des US-amerikanischen Präsidenten, gemalt. *Whatever* (Bloody Trump, 2015) zeigt den unberechenbaren Schreihals in bekannter Mimik, wie er das Maul aufreißt. Levy hat das Porträt gemalt, nachdem der von den Fragen der Journalistin überforderte Trump die Kompetenz einer Moderatorin (Megyn Kelly) in einem Interview 2015 anzweifelte und behauptete, sie habe wohl gerade ihre Menstruation.

Rund 300 historische und aktuelle Objekte rund um Menstruation versammelt die Schau, die sich aktuell über vier Ebenen im Lëtzebuerg City Museum erstreckt. „Schaubilder, Interviews und Hands-On-Stationen vermitteln interaktiv den aktuellen Wissenstand, während zahlreiche Film- und

Musikfragmente sowie Kunst die Ausstellung abrunden“, liest man im begleitenden Flyer.

„Die Ausstellung wurde in weiten Teilen vom Museum Europäischer Kulturen – Staatliche Museen zu Berlin übernommen, dann aber zum Teil mit luxemburgischen Inhalten angereichert“, erläutert der Pressebeauftragte der Staatlichen Museen, Boris Fuge. So stammen einige Exponate aus der Sammlung des Luxemburger Gynäkologen Henri Kugener.

In Berlin selbst wurde die Laufzeit der Ausstellung auf Grund ihres Erfolges verlängert, erzählt Fuge. Dabei handelt es sich um ein ethnografisches Museum und so nähert sich die Schau dem Thema denn auch in einer dezidiert ethnografischen Herangehensweise. Federführend war die stellvertretende Direktorin des Hauses, Dr. Jana Wittenzellner. Anne Hoffmann, Co-Kuratorin, hat die Ausstellung ausgewählt. Die luxemburgischen Exponate und Texte hat maßgeblich Sanja Simic sorgsam zusammengetragen. Der Auftrag für das Design ging, wie schon zuletzt die Gestaltung des luxemburgischen Stands auf der diesjährigen Frankfurter Buchmesse, an Studio Polenta.

Ursprünglich war die Schau gar nicht als Wanderausstellung konzipiert. Mittlerweile hätten aber auch schon andere Museen Interesse bekundet, wie das Deutsche Hygiene-Museum in Dresden. Am Anfang steht ein Bild blutender Partikel: *Menstrual art* von Jamin Mahmood wirkt erstaunlich greifbar und doch abstrakt wie eine Wassermalerei.

Einwegbinde aus Torfmoos

Der erste Teil der Ausstellung, den die Besucher/innen erreichen, indem sie sich durch einen roten Perlenketten-Vorhang schieben, beschäftigt sich mit Produkten, die Ende des 19. Jahrhunderts für menstruierende Menschen entwickelt wurden. Erst da seien Textiltechnik und Hygieneprodukte überhaupt spezifischer aufkommen und auch die Textilien

Die ersten Werbeanzeigen für O.b.s und Damenbinden wirken in ihrer Ästhetik wie von Männern entwickelte Aufnahmen von Soft-Pornos

hätten sich nach und nach an die Bedürfnisse von Menstruierenden angepasst.

So stoßen die Besucher/innen etwa auf eine Einweg-Binde aus Torfmoos (um 1900) in einem Glaskasten sowie entsprechende Werbung für Moosbinden und ein Patent für eine Menstruationstasse; unförmige weiß-beige Unterwäsche hängt an den Wänden und kann zum Teil auch anprobiert werden. Die obligatorische Ecke für Selfies darf ja nicht fehlen.

Die ersten Tampon-Packung von o.b. (= ohne Binde), die auf Judith Esser, die verantwortliche Ärztin hinter o.b. verweisen, tragen noch in Kursivschrift den Titel *Die Menstruationshygiene*; die ersten Wegwerfbinden wirken altmodisch und heißen zum Beispiel Camelia. Ein elastischer Bindegürtel wirkt in seiner Retro-Ästhetik fast wie ein String-Tanga aus der Abteilung Sado-Maso-Spiele, erweist sich bei genauer Betrachtung aber vor allem als umständlich, denn in den von Mary Kenner erfundenen Gürtel musste die Binde noch per Netzschlauch in die Ösen eingehakt werden, während das Luxemburger Modell seiner Zeit Knöpfe hatte.

[...]

[Fortsetzung von Seite 15]

Die ersten Werbeanzeigen für O.b.s und Damenbinden wirken in ihrer Ästhetik wie von Männern entwickelte Aufnahmen von Soft-Pornos, in denen die Frauen kokett in Reiz-Unterwäsche abgelichtet sind. Die anzüglich beworbenen Produkte werden mit Aufschriften wie „Die selbst-sichere“ beworben. Ein Menstruationsschwämmchen fällt aus dem Rahmen. In der Zeitleiste taucht 2000 die Menstruationstasse „Mooncup“ auf. Unterwäschemodelle fordern in der Ausstellung zum Anfassen auf. In der Spalte „Free bleeding“ werden Menstruierende zum kontrollierten Ablassen von Menstruationsblut eingeladen.

Auf einer weiteren Ebene finden sich auf Papp-Tafeln zum Umdrehen Fragen. Beim Umblättern erhalten die Besucher/innen auf Deutsch, Französisch und Englisch Antworten auf Fragestellungen wie „Wann findet der Eisprung statt?“ oder „Ist ein normaler Zyklus vier Wochen lang?“ An Schaubildern, die an den Biologieunterricht erinnern, werden Gebärmutter und Uterus veranschaulicht. In einem weiteren Raum ist ein Interview mit der Gynäkologin und Reproduktionsmedizinerin Julia Bartley zu sehen. Im nächsten Raum schreckt einen das schwarz-weiß-Foto eines Gynäkologenkongresses (1911) ab, wo unter einer Masse von Männern nur eine Frau zu sehen ist. An einer Tafel erfahren die Besucher/innen, dass selbst angesehene Ärzte, wie etwa Schauta und Bumm Frauen wegen ihrer Periode „generell als krank“ einstufen.

An kleinen Stationen wird über allgemein verbreitete Irrtümer und Verschwörungstheorien rund um die Menstruation aufgeklärt, wie die, dass „Menstruieren irre ist“, illustriert durch Forschungsliteratur, wie die der *Psychosis Menstrualis*,

eine klinisch-forensische Studie, von 1902. Frauen als psychisch krank oder hysterisch zu pathologisieren, ist eine Jahrtausendalte, insbesondere männliche, Tradition.

Kostbare Daten

Im Raum 45 sind an den Wänden handschriftliche Menstruationskalender und Notizen ausgestellt. Seit Jahrzehnten werden Menstruierende dazu angehalten, ihre Periode zu beobachten und genau zu dokumentieren. Und während frühe Menstruationskalender nur Datum und Dauer erfassen, erfragen Apps heute wesentlich mehr, von Blutmengen bis Blähungen. Der Preis der Selbstvermessung und freiwilligen Datenpreisgabe ist vielen noch nicht klar. So warnt die Ausstellung im begleitenden Text: „Forschende und Behörden interessieren sich dafür, aber auch Unternehmen, die viel Geld dafür ausgeben.“

Der Verweis auf die Luxemburger Proteste gegen eine „Luxussteuer“ darf nicht fehlen. So wird in einem der letzten Räume auf die Petition von 2016 für billigere Periodenprodukte hingewiesen. Die Gambia-II-Regierung sollte die Mehrwertsteuer 2019 senken.

Im vierten Stock lesen die Besucher/innen im Kapitel „Sauber und diskret“, dass nach der Historikerin Sherra Vostral aus den USA alle Menstruationsprodukte dem alleinigen Zweck dienten, Menstruierenden dazu zu (ver-)helfen, als „nicht-menstruierende Person“ durchzugehen. Denn misogynen Vorstellungen halten sich über die Jahrtausende: ein sichtbarer Blutfleck gilt als Super-Gau der Peinlichkeit. Werbungen für Tampax und ähnliches versprachen daher von Anbeginn Sauberkeit und Diskretion.

Frauen als psychisch krank oder hysterisch zu pathologisieren, ist eine Jahrtausendalte, insbesondere männliche, Tradition

Dass sich Aberglauben und Esoterik rund um Menstruieren über die Jahrtausende gehalten haben, davon zeugen Kröten aus Eisen in einem Glaskasten.

Aber auch, dass Menstruation längst zum Milliardengeschäft geworden ist, liest man in der weitläufigen Schau. An den teuren Hygieneartikeln verdient die Werbebranche wie die Industrie. Viele Menschen an der Armuts Grenze können sich Periodenprodukte nicht mehr leisten. In der Schau ist so das Buch *Protest gegen die Luxussteuer: The Tampon Book*, herausgegeben von *The Female Company*, Berlin, 2019 zu sehen. Und auch auf das Problem des Menstruationsmülls wird gen Ende des Rundgangs verwiesen. Mehr als 500.000 Tonnen Müll entstünden in Europa jährlich durch Menstruationsabfall.

An einer Tafel werden von Besucher/innen mehrsprachig Ausdrücke zusammengetragen: „D’Kirmes ass am Duerf“, „Ich surfe auf der roten Welle“ oder „La puta regla“ ist dort zu lesen.

#MenstruationMatters

Demoplakate vom Weltfrauentag zeugen in der Ausstellung von Forderungen wie „Period Dignity“, ein Menstruieren in Würde für alle. Im letzten Kapitel „Menstruation in Kunst und Popkultur“ wird in peppigen Bildern darauf hingewiesen, dass selbst die Popkultur lange Klischees rund um die Periode reproduzierte. Künstler/innen, Regisseurinnen, Musiker/innen und Performer/innen trugen aber sukzessive kreativ dazu bei, die Erfahrungen sichtbar zu machen und die Klischees zu brechen.

So ist in der Schau etwa auch das Foto der Läuferin Kiran Gandhi mit klar sichtbaren Menstruationsblutflecken auf ihren Leggings zu sehen: ein Bild, das seiner Zeit um die Welt ging. Gandhi sprach sich damit explizit gegen „Period-Shaming“ aus. Sie lief für ihre Schwestern, die die Periode versteckten und sich ihrer schämten, gab sie später zu Protokoll.

Die Ausstellung ist sehr technisch, streckenweise interessant und unterhaltsam, mitunter sinnlich und didaktisch gut umgesetzt. Davon, dass viele junge Menschen das Thema ernst nehmen und sich ernsthaft von der Umsetzung angesprochen gefühlt haben, zeugen die abschließenden Kommentare an einem Board im letzten Raum, die in mehreren Sprachen manchmal emotional aber für partizipative Besucher/innen-Statements verhältnismäßig wenig verrückt ausgefallen sind. Themen wie die „Perimeno-“ und „Menopause“ kommen in der Schau etwas zu kurz.

Möglicherweise schafft es diese Ausstellung im Herzen der Hauptstadt jedoch tatsächlich, Menschen zu diesem Thema in Gespräche zu verwickeln. Ob damit dann gleich ein Tabu fällt oder das Tabuisierte doch eher seine Form wandelt, ist eine andere Frage. Das wäre vielleicht auch noch eine Dimension gewesen, die die Ausstellung hätte stärker aufgreifen können: Einem vermeintlichen öffentlichen Tabu stehen ja meist Fachdiskurse oder Nischendiskurse medizinischer oder religiöser Natur gegenüber, die genau um dieses „Tabu“ kreisen ... Solche Diskurse werden in *Et leeft* jedoch allenfalls angerissen.

Bei aller didaktisch gelungenen klassischen Aufklärungsarbeit, die diese Schau leistet, bleibt zudem ein Gedanke zurück: Am Ende ist jede Menstruierende für sich allein, jedenfalls mit der damit verbundenen Anspannung, den Schmerzen, den hormonellen Schwankungen ... und bleibt doch meist unverstanden. ●

Ein Unterwäschemodell vergangener Zeiten



„Et leeft“. Die Ausstellung zur Menstruation ist noch bis zum 19. Juli 2026 im Lëtzebuerg City Museum zu sehen. Weitere Informationen unter: citymuseum.lu

Ce vague sentiment de perte

IIII Robert Weis

L'attribution du Prix Nobel de littérature au Hongrois László Krasznahorkai met en lumière ce pays d'Europe centrale au riche canon littéraire, encore relativement méconnu. Petit tour d'horizon avec Csaba Papp, figure incontournable de la littérature magyare au Luxembourg

Csaba Papp, spécialiste de la littérature hongroise



Csaba Papp est un homme posé. Rien ne semble perturber ce quinquagénaire discret qui vit au Luxembourg depuis plus d'une décennie, après des études de littérature et un passé professionnel comme éditeur pour plusieurs maisons d'édition hongroises. Dans l'une d'elles, Magvető, Csaba Papp a côtoyé László Krasznahorkai, nouvelle vedette du monde littéraire hongrois et deuxième Prix Nobel de la littérature pour un auteur de ce pays, après Imre Kertész en 2002, lui aussi un ancien de la maison Magvető. Une bulle intellectuelle qu'il a quittée en 2013 lorsqu'il suit son épouse qui vient de décrocher un emploi auprès de la Commission européenne au Luxembourg. Csaba Papp travaille d'abord comme professeur de langue hongroise et intègre ensuite les services de la Cour de Justice européenne en tant que correcteur. Mais sa véritable passion, la littérature de son pays natal, lui manque au point qu'il commence à mettre en place un club de lecture qui entretemps a donné vie à une association sans but lucratif du nom de Bibliophile. Le succès auprès des expats hongrois est au rendez-vous, et bientôt Csaba, grâce à ses contacts en Hongrie, s'entretient à inviter des auteurs et autrices hongrois contemporains qui remplissent parfois des salles de cent à 150 personnes, un chiffre qui laisserait admiratif beaucoup de ceux qui s'occupent de soirées littéraires au Luxembourg. L'association organise jusqu'à dix rencontres par an. Csaba Papp est également impliqué, par le biais de l'Institut Liszt de Bruxelles, en charge des activités culturelles au Luxembourg, dans la programmation des poètes hongrois qui participent au Printemps des Poètes. Ainsi le public intéressé a pu y découvrir en 2024 la poétesse et écrivaine Krisztina Tóth, une des voix les plus vibrantes de la littérature hongroise actuelle.

Malgré cet engouement, la littérature hongroise peut parfois paraître difficile à aborder. Csaba Papp y voit plusieurs raisons. Tout d'abord la langue : le hongrois n'appartient pas à la famille des langues indo-européennes, mais possède des racines finno-ougriennes, ce qui rend la traduction peu aisée, notamment pour la poésie, genre

Les expériences historiques du 20^e siècle ont marqué l'esprit national et la culture hongroise

fondamental pour la littérature hongroise. Les thématiques ensuite : des auteurs classiques comme Antal Szerb ou Magda Szabó ont pu assez facilement trouver leur public en Europe de l'Ouest parce qu'ils cultivent une écriture qui suit de près certains modèles qui nous sont familiers. Une grande majorité d'écrivains hongrois enracinent leur œuvre dans un désespoir existentiel qui n'est pas sans rappeler certains textes de Kafka. La légèreté qui pourrait contrebalancer le côté absurde de l'existence est absente, contrairement à ce que l'on peut trouver dans les littératures polonaises et tchèques par exemple. Cela correspond peut-être à l'âme du peuple hongrois, tristement connu en Europe de l'Est pour son taux de suicide élevé. Dans ce contexte, Csaba Papp attire l'attention sur les expériences historiques du 20^e siècle qui ont incontestablement marqué l'esprit national et la culture hongroise : les guerres perdues, le diktat du traité de Trianon en 1920 (la Hongrie fut amputée de deux tiers de son territoire historique, un traumatisme encore présent aujourd'hui et instrumentalisé par les forces politiques au pouvoir), la terreur du nazisme, puis du socialisme, et les moments héroïques mais tragiques de la révolution de 1956. « Tous ces événements ont indéniablement marqué non seulement les destins personnels, mais aussi l'inconscient collectif, et ils continuent de peser aujourd'hui, masquant l'incertitude face au pouvoir de l'époque, le sentiment d'impuissance, le

manque de courage civique de la société, voire le refus de prendre ses responsabilités. Notre littérature dépeint également ces émotions, souvent exprimées sous forme de désespoir et de tristesse. Dans le cas d'Imre Kertész, l'expérience d'Auschwitz mène évidemment à des conclusions aussi sombres que celles qu'il expose dans l'un de ses livres, *Kaddis* : Pourquoi il ne pouvait pas avoir d'enfants dans un monde où toutes ces horreurs pouvaient se produire. Je pense que la situation est un peu différente dans le cas de Krasznahorkai. Bien que l'expérience historique soit également présente dans son œuvre, elle n'est pas aussi dominante. Il part d'une base plus générale, cherchant à documenter le déracinement de l'homme moderne, la perte de sens de sa vie. »

Le politologue bulgare Ivan Krastev, qu'on a pu suivre en tant qu'invité de l'Institut Pierre Werner en 2023, le constate dans ses livres et interventions publiques : il existe bien en Europe un fossé culturel entre ceux qui ont été enfants dans le système capitaliste occidental et ceux qui ont grandi dans le système communiste totalitaire. Csaba Papp le remarque dans les cours de langue qu'il propose au Luxembourg : « Je crois qu'il existe une expérience commune à l'Europe de l'Est. Un adulte roumain ou tchèque pouvait facilement comprendre les références culturelles à la Hongrie des années 70 et 80, tandis que pour un Espagnol ou un Néerlandais, cela posait de grandes difficultés. Il est évidemment difficile, par exemple, pour un citoyen d'un monde libre de comprendre ce que cela a dû être de grandir dans un environnement où chaque entreprise ou groupe d'amis avait un agent secret qui les dénonçait aux autorités, et où on pouvait finir en prison pour un commentaire mal placé. Le premier roman culte de Krasznahorkai, *Satantango*, dépeint avec une force élémentaire cette société et cette communauté humaine brisées et dysfonctionnelles. »

Mais quid de la situation actuelle ? Depuis quelques années, la Hongrie connaît à nouveau de sérieuses régressions au niveau de la liberté de la presse et d'expression. Dans quelle mesure est-ce que cela

influence le travail des écrivains hongrois dont certains, comme Krisztina Tóth, ont fait le choix de vivre à l'étranger ? « Il est évident qu'il n'existe pas en Hongrie aujourd'hui de censure comparable à celle du socialisme, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait aucun problème. Bien que l'édition fonctionne selon les principes du libre marché, l'influence de l'État sur la littérature et la culture en général ne peut être ignorée. Apparemment, la qualité professionnelle n'est pas toujours le seul critère d'attribution de prix ou de bourses de création, ce qui explique que, dans certains milieux artistiques, le dilemme se pose souvent quant à l'acceptation d'une récompense du gouvernement actuel. La littérature subit évidemment elle aussi ces restrictions, mais les écrivains ne peuvent être séparés de leur public. À cet égard, la situation est plus difficile pour les formes d'art qui nécessitent un soutien important, comme le théâtre ou le cinéma, où il est plus facile de mettre hors d'état de nuire les créateurs critiques du système. En réponse à la situation publique nationale, certains écrivains et autres créateurs ont exprimé des opinions critiques à l'égard du gouvernement ces dernières années ou ont choisi de s'expatrier. László Krasznahorkai en fait partie. C'est pourquoi les réactions des médias officiels et non officiels à la remise du prix Nobel furent assez contrastées : les félicitations ne manquaient pas dans les cercles officiels, mais souvent sous-entendaient que Krasznahorkai n'était pas un « vrai Hongrois » car il avait renié sa patrie par ses critiques. »

Csaba Papp continuera à s'engager pour la diffusion de la littérature hongroise contemporaine et de ses voix critiques. Une manière apothéotique de surmonter le vague sentiment de perte qui imprègne cette autre Europe, si proche et pourtant si lointaine, et que la littérature, à l'instar d'autres formes d'expression artistiques, nous permet de mieux appréhender. ●

Le titre fait référence au livre éponyme du polonais Andrzej Stasiuk, paru en français chez Actes Sud

Art en capsules

IIII Loïc Millot

Parallèlement à son parcours de sculptures, la Luxembourg Art Week inaugure des œuvres installées dans des vitrines de commerces vides

Créer des passages et décloisonner le rapport à l'art pour en faire une chose publique pas seulement pour les professionnels ou les amateurs, telle est l'ambition du parcours de capsules proposé par la Luxembourg Art Week, sur le modèle de la CeCil's Box en façade du Cercle Cité. Toute la difficulté de l'entreprise réside dans le fait de ménager des conditions esthétiques au sein d'espaces souvent exigus et non destinés à accueillir des œuvres d'art, de surcroît dans des rues de passage où abondent les enseignes marchandes. Une fois ces conditions techniques remplies, il faut encore que l'œuvre soit en mesure de dénoter, d'interrompre le flux des passants, d'arrêter leurs regards. Au total, sept œuvres « encapsulées » sont ainsi à découvrir à travers les vitrines de commerces vides.

Commençons par l'installation sylvestre de la Luxembourgeoise Val Smets, qui vit et travaille à Bruxelles en étant représentée par Valerius Gallery. Intitulée *It Happened Tomorrow*, son œuvre reconstitue sur un mode poétique un coin de forêt peuplé d'arbustes réels et de faux champignons soutenus par des tiges, l'ensemble se déployant devant une grande lithographie dont les tons bleutés rappellent la froideur de l'hiver aussi bien que son enchantement. Considérablement

agrandie par rapport à son format d'origine, la lithographie comprend des lignes noueuses qui évoquent les ramures d'un arbre, un arrière-plan qui contient donc en puissance un environnement forestier que la plasticienne va s'évertuer ensuite à projeter et à matérialiser. Rien d'étonnant à ce que l'artiste évoque comme référence *Fantasia*, notamment pour l'entrelacement de la fiction et de la réalité à l'œuvre dans le film d'animation de Walt Disney. C'est en effet ce principe qu'elle met en œuvre ici, à partir de la lithographie, en y ajoutant de vraies souches et branches en décomposition, qu'elle a prélevées dans le bois de La Cambre. L'estampe paraît alors accoucher d'éléments qui prennent réalité et relief sous nos yeux, auxquels ont été ajoutées les sculptures colorées de champignons. Ces formes l'occupent depuis un certain temps et qui symbolisent, pour l'artiste, « adaptabilité et transformation ». Ce qui vient éclairer le titre de son installation, qui condense les temporalités, les cycles de la mort, de la décomposition et de la renaissance. Val Smets s'amuse de l'emplacement qui lui a été assigné, au n° 23 de la Grand-rue, là où se trouvait autrefois l'ancienne pharmacie Pélican. Un oiseau qui représente dans la tradition alchimique le « sacrifice de soi et le renouveau », précise celle qui désire relier les « formes ancestrales et contemporaines de guérison ». Juste à côté de

It Happened Tomorrow repose *Soft Future*, une installation d'Anna Bochkova. Elle explore la figure de la sorcière et de ses appareils, réels ou fantasmés, comme celle des poches, qui symbolisent le savoir interdit qu'elles étaient censées détenir. Un motif de persécution des sorcières dont s'empare la plasticienne en le reproduisant, en négatif, sur ses sculptures en acier parsemées d'espaces laissés volontairement vides. Aux côtés de ces canevas d'acier, un dessin dans un cadre en papier mâché provenant de documents administratifs, reflets d'une vie aliénée, dont transparaissent parfois quelques fragments de mots. Y sont représentés, intimement proches, un homme et une femme dans une combinaison futuriste : « La sculpture construit le monde, le dessin l'anime, ensemble ils forment un langage entre matière et imagination, ouvrant de nouvelles possibilités de dialogue », nous renseigne Anna Bochkova.

Plus avant, au sein du passage du Centre Brasseur, une grande vitrine accueille l'installation de Corentin Darré, qui sera dans quelques mois en résidence à la Synagogue de Delme. *Chagrin* procède d'une nouvelle écrite par le jeune homme, *Avant que les champs ne brûlent*, qui détourne les codes du western pour mettre en scène un couple homosexuel injustement accusé d'être responsable de la sécheresse qui sévit dans la région. Le choix de recourir à l'épopée américaine brasse une iconographie connue, à commencer par *Lonesome Cowboys* (1968) de Warhol ou encore l'exception remarquable que représente *Macadam Cowboy (Midnight Cowboy)*, 1969) de John Schlesinger, qui reçut trois Oscars en 1970 tout en étant classé X lors de sa sortie en salles américaines. Un unicum au sein la production cinématographique hollywoodienne, qui trouvera un prolongement étonnant avec le succès public de *The Secret of Brokeback Mountain* (2005) d'Ang Lee. Les portraits de ses cowboys esseulés, doublement isolé du monde par les châssis calcinés qui les encadrent, sont dépeints par Darré dans des tons sépia. Une couleur, rappelons-le, qui procède de la dégradation de ses composants, dont le choix fait écho au champ de maïs desséché et tranche avec le ciel irisé de reflets roses en toile de fond, intentionnellement kitsch. Tout en jouant avec les clichés cinématographiques qui entourent ses icônes gay, le plasticien met en relation homicide et écocide, rejet social et effondrement climatique, telle une double malédiction qui les frappe.

Rue Louvigny, deux installations se succèdent : *Traces in suspension* de João Freitas et *Murmuration (Sans titre)* de Julie Krakowski. La première, curatée par Atena Abrahamia, investit malicieusement l'espace d'un chantier, work in progress, lieu infini marqué de l'empreinte humaine. Ainsi, sur le sol, Freitas a installé des planches en bois de son atelier qu'il a peintes en blanc et où transparaissent les traces de ses pas. Comme à son habitude, l'artiste collecte des objets dans la rue ou lors de ses voyages, qu'il réutilise dans un cadre esthétique en les dotant d'une nouvelle signification, comme la toile abrasive, qu'il gratte pour en révéler un élément textile. « Ce sont des éléments qui parlent à travers nous du travail, du geste, du labeur, en exposant les traces d'un travail mené durant cinq ans, comme le recours à la bâche, un matériel que je suis en train d'utiliser pour un projet, que Atena a découvert dans mon atelier à l'état brut. Ce sont toujours des choses en cours de production, non-finies, et donc encore modulables, qui peuvent être installées à différentes étapes et qui se situent dans un entre deux », résume l'artiste luxo-portugais. La seconde installation de la rue Louvigny, que l'on doit à Julie Krakowski, s'inscrit à la suite de deux œuvres précédentes employant le verre filé : *Souffle* (2024), qui s'accompagnait d'une performance musicale du saxophoniste Johannes Eimermacher, et *Incantations*. Dévoilé pour la première fois à la Fondation BLAN en 2025 dans le cadre de Arts Brussels OFF, *Murmuration* désigne la nuée d'oiseaux qui se constitue parfois dans le ciel, aux mouvements chorégraphiques et aléatoires. Pour évoquer ce phénomène naturel, l'artiste donne forme à une pluie de filament de verres suspendus, aux lignes étranges et imprévisibles. Une impression de légèreté en émane, renforcée par la présence rare de plumes d'oiseaux aux côtés des bulles de verre. La minutie employée par l'artiste invite ici le public à se rapprocher de la vitrine pour contempler l'œuvre en détail, dans un rapport d'intimité. D'autres capsules sont à découvrir jusqu'au terme de la Luxembourg Art Week. Celle d'Olivia Rode Hvass, *HUNT(ED)*, qui est constituée de trois tapisseries tissées en Jacquard numérique et prend place dans le passage du Centre Neuberg. Celle de Miriam Schmidtke, *The Manifesto of Post-Phlegmatism*, qui réhabilite le sommeil et l'apathie contre les excès du néolibéralisme. Sans oublier *The Heavenly Wooded Area* d'Elsa Salonen, qui assemble des plantes médicinales en usage chez les guérisseurs finlandais aux côtés de fragments d'arbres et d'ossements trouvés dans la forêt. ●



Sophie Margue

João Freitas,
*Traces in
suspension*



Sophie Margue

Julie
Krakowski,
Murmuration

Parcours de capsules dans le cadre de la Luxembourg Art Week, jusqu'au 23 novembre



Peindre double

IIII Lucien Kayser

Après une première exposition dans les années 1980 à la galerie Beaumont, puis tant d’autres, Bernard Piffaretti est aujourd’hui au Wandhaff

À local XXL, exposition de la même taille, dirons-nous, et ce n’est que logique que l’exposition de Bernard Piffaretti au Wandhaff, à la galerie Ceysson & Bénétière (jusqu’au 13 décembre), porte ce titre, *XXL*. Une qualification qui ne vaut pas seulement pour une bonne partie des toiles exposées, les plus grandes atteignent trois mètres de largeur ou de hauteur ; elle vaut pour la période que les toiles embrassent, une quarantaine d’années, ce qui nous fait remonter aux années 1980 où Bernard Piffaretti exposa une première fois à Luxembourg, rue Beck, à la galerie Beaumont... Il ne s’était jamais fait rare dans le pays, le voici donc de retour avec ce qui n’a pas l’ambition d’une rétrospective, peut quand même donner l’image très large, de cette peinture entièrement construite et poursuivie au long des années autour d’un seul principe méthodique, *peindre double*, des toiles scindées en deux, trait vertical au milieu, axe central.

Voilà pourquoi tout se passe comme si le temps n’avait pas eu de prise sur les œuvres. Difficile, sinon impossible, de les y inscrire, l’accrochage a conséquemment choisi d’autres moyens ou voies, formats, motifs, couleurs, pour faire passer notre regard et notre intérêt, sans cesse renouvelés, eux, au long des cimaises. Avec toutefois, et le principe fait plus que d’y inviter, la continue obsession du processus même de la peinture, voire de son essence. Une mise à distance, pour ainsi dire, une césure où se glisse notre réflexion sur la nature même de ce que nous voyons. Et *voir double*, pour une fois, n’est pas signe de déficience, au contraire, incite au plaisir et à l’interprétation, les enrichit.

Le choix des formats, des tailles et des modèles introduit déjà des variations très concrètes

Bernard Piffaretti procède donc de gauche à droite, par redoublement, par duplication. Une partie est faite du geste initial, une autre ne fait que répéter, reprendre volontairement. La liberté, d’une part, la contrainte, de l’autre, mais elle est assumée librement, dans une pratique exercée sans calque, sans aide aucune. Ce qui se multiplie de la sorte devant nos yeux, écho visuel, s’avère extrêmement varié, les compositions premières ou originelles intégrant toutes sortes de formes, parfois plus géométriques, qu’elles soient isolées ou plus imbriquées, peu importe, à d’autres moments, plus tributaires de l’imagination, voire d’une fantaisie, et il arrive aux unes et aux autres, très peu ou pas du tout rapportables à une quelconque réalité, de s’imposer isolément. Avant de trouver bien sûr leur alter ego à leur gauche.

On peut de la sorte placer la peinture de Bernard Piffaretti dans une dialectique de liberté et de contrainte. Deux pôles, si l’on veut, de toute création. Et si le choix des formats, par la taille, par la forme même, où des tondi (ou tondos) par exemple viennent se mêler à des toiles à angle droit, introduit déjà, avant même que l’artiste n’ait pris le pinceau, comme des variations, très concrètes, autour de sa résolution initiale, celle-ci ne manquera pas non plus d’échapper, de se soustraire à trop de rigueur, trop de régularité. Ce qui ne tient pas aux seules figures, non, voilà une toile dont la partie droite est restée intacte, échappant donc à la règle de la duplication, ouverte, offerte à tout autre effet. Et plus loin, tels petites tableaux, rares, il est vrai, juxtaposés dans des séquences, quatre pour arriver quand même à près de trois mètres et demi, huit où interviennent des tondi et qui font près de deux mètres, ces tableaux-là ne comportent plus que le trait vertical, rouge, noir, en leur milieu. La colonne vertébrale, l’ossature, pour une liberté extrême.

Bernard Piffaretti, XXL : quelque 35, 36 tableaux animent les espaces du Wandhaff. Et les lieux doivent leur vie, et le visiteur dans la foulée, en grande partie son plaisir, à la manière de l’artiste de donner de l’éclat à ses peintures, que les couleurs y soient franches ou non, qu’elles se répondent ou fassent contraste. Il est le Piffaretti faiseur de diptyques dont on parcourt l’exposition comme un imagier, il est l’autre, coloriste habile dans son emploi de la palette. ●

T
A
B
L
O

ART CONTEMPORAIN



Su-Mei Tse à New-York

Pour la sixième fois, l’artiste luxembourgeoise Su-Mei Tse bénéficie d’une exposition personnelle dans la galerie Peter Blum de New-York. Désignée comme une exposition « incontournable » par le magazine *Artforum*, *This is (not) a love song* est présentée jusqu’au 24 janvier. Comme dans beaucoup de ses travaux, l’artiste explore mémoire, sentiments et rapport au temps à travers des œuvres évocatrices allant de la photographie à la sculpture en passant par l’installation. Dans l’exposition *This is (not) a love song*, Su-Mei Tse poursuit son exploration méditative de l’existence. Elle se tourne vers les thèmes des origines et des événements cycliques. Elle ancre l’exposition dans la pensée classique et l’esthétique est-asiatique, ainsi que dans les éléments primaires que sont la terre, le bois, l’eau et l’air. (Photo : *Bird Song*, 2025) FC

NEUERSCHEINUNG

Halbfiktionale Prosa

Als Julia Harnancourt sich im Rahmen von Esch 2022 mit Dokumenten der Luxemburger Fremdenpolizei beschäftigte, stieß sie auf Profile von Migranten, die aus weit entfernten Ländern stammten – etwa aus China, Tunesien, Indonesien und aus Nordamerika. Und das in der Zeit zwischen dem Ende des 19. Jahrhunderts und den 1940er-Jahren. Nun erschien ihr Buch *Indésirables aus Übersee*, das Einblick in deren Leben bietet. Die meisten dieser Personen waren als Arbeiter, Händler oder in der Unterhaltungsbranche tätig, einige wenige auch als Ärzte oder Anwälte. Polizeilich erfasst wurden sie aufgrund kleinkrimineller Vergehen oder wegen ihrer politischen Gesinnung (Kommunismus, Anarchismus). Das in halbfiktionaler Prosa vorgelegte Werk beruht auf Quellen, die größtenteils von der Fremdenpolizei stammen, was Harnancourt als „zentrales Problem“ ihrer Rekonstruktion bezeichnet. Manche der Porträts erschienen 2023 und 2024 bereits im *Land*. Als Buch aus dem Cappybara-Verlag liegen sie in allen Buchhandlungen vor. Von 2019 bis

2024 arbeitete Julia Harnancourt am C2DH in Esch-Belval. SM

DESIGN

Les créatifs à l’honneur

Il y a deux ans, Design Luxembourg avait décroché l’organisation du European Design Festival. Fort de ce succès, la fédération représentative remet le couvert la semaine prochaine. Du 12 au 16 novembre, conférences de designers internationaux, workshops, expositions, rencontres professionnelles, marché de créateurs et moments festifs sont à l’ordre du jour. L’exposition *Panorama* met en lumière le design produit à travers vingt œuvres de designers locaux. Des ateliers ouverts au grand public permettront de découvrir et pratiquer la linogravure, l’arrangement floral, le design culinaire ou le tufting, une technique de travail textile.

L’un des temps forts sera la cérémonie des Luxembourg Design Awards, le 13 novembre qui mettra à l’honneur les talents et la créativité de la scène nationale. Un jury international a sélectionné les meilleures propositions dans douze catégories, reflet de la diversité du secteur qu’on associe trop souvent en français aux seuls meubles et objets. (Photo : le trophée désigné par Julie Conrad). FC



RÉCOMPENSE

Chantal Maquet

Tous les deux ans, lors du Salon du Cercle artistique de Luxembourg, le Prix Grand-Duc Adolphe récompense la meilleure œuvre présentée. Après Julien Hübsch, c’est à Chantal Maquet que le prix revient. Alors qu’on connaît plutôt son travail de peintre, elle est ici saluée pour une vidéo, intitulée *Just listen*. « Le jury a été touché par le caractère très poignant de l’œuvre qui confronte le visiteur avec l’expérience de la maladie du cancer à différents stades », justifie-t-il. L’artiste explique le titre : « Les personnes qui m’étaient les plus proches dans les différents moments de la maladie étaient celles qui savaient simplement écouter, sans relativiser, expliquer ou apaiser. » Outre le prix doté de 5 000 euros, la lauréate bénéficiera d’une exposition monographique à la Galerie Schlassgoart en 2026. FC





Tableaux vivants

IIII Andreas Rey

Après Paris et Nancy, le Grand Théâtre donne *Orlando* l'opéra seria de Händel dans une mise en scène troublante

Créé en 1733 pour le King's Theatre de Londres, *Orlando* met en musique le conflit intérieur d'Orlando, chevalier de Charlemagne, partagé entre son devoir guerrier et sa passion amoureuse pour Angelica. Cet opéra est l'un des sommets de la production lyrique de Händel où la magie et l'enchantement tiennent une place prépondérante. L'intrigue s'articule autour d'un quatuor amoureux où ceux qui aiment ne le sont pas en retour : Orlando délaisse gloire et prestige pour l'amour d'Angelica mais celle-ci est éprise du prince Medoro qu'aime la bergère Dorinda. Rappelant ses devoirs guerriers à Orlando, le mage Zoroastro viendra remettre de l'ordre dans tout cela.

La metteuse en scène Jeanne Desoubieux transpose l'histoire au cœur d'un musée où des enfants se sont laissés enrêmer. Ils assistent à l'intrigue amoureuse par le biais de tableaux qui prennent vie sous leurs yeux. Une lecture troublante qui se joue des frontières entre rêve et réalité, enfance et monde adulte, passé et présent.

Les décors de la scénographe franco-britannique Cécile Trémoières sont particulièrement somp-

tuels dès les débuts où les élèves jouent, courent et découvrent les portraits alentour, avant que le gardien Zarastro les calme par magie. C'est encore très beau quand Orlando va aux enfers, en une scène évoquant les toiles d'Yves Tanguy, sur fond rose sombre tirant sur le pourpre, devant quelques rochers et arbres. Les tableaux vivants desquels sortent Angelica, Merolo et Dorinda – Orlando sortant littéralement de son portrait –, font penser aux tableaux champêtres de François Boucher et de Fragonard, et, même, pourquoi pas, à Greuze.

Les costumes de l'artiste couturier français Alex Costantino semblent à l'intérieur de ceux-là surréalistes. Du costume de gentilhomme d'Orlando dans le musée moderne, à ceux des enfants en démons des enfers, en passant par celui de Dorinda en bergère dans le musée et de celui d'Angelica en noble du 18^e siècle aux couleurs de l'arc en ciel, leur style et leur élégance ne cessent d'étonner.

Il faut continuer les éloges avec l'orchestre des Talens Lyriques dirigé par le chef français Christophe Rousset. Christophe Rousset a déjà laissé

La plus grande qualité des musiciens est de révéler en sous main la matière musicale raffinée de cet opéra

un excellent souvenir en dirigeant avec un *Mitridate* de Mozart acéré, aiguë, et tranchant pour mettre à nu les psychés des personnages au Théâtre des Champs Élysées. Il tient ici un orchestre opulent, rond et baroque, avec lequel il tend la ligne directrice, le chemin musical

pour ainsi dire, de l'opéra. Et continuer encore avec la qualité des chanteurs, qui tous ont une articulation parfaite leur permettant d'être compréhensibles et audibles par-delà la fosse. Avec eux, les passages des récitatifs aux arias sont quasi naturels, et sans heurts. Que ce soit l'Orlando de la mezzo israélienne Noa Beinart, à la voix grave mais souple, dès son premier « Non fu già men forte Alcide » à son dernier « Già l'ebbro mio ciglio », le Medoro de Rose Naggart-Tremblay, au timbre plu grave, mais sans lourdeur, dès son « Se il cor mai ti dirà » à son « Vorrei poterti amar », l'Angelica de la soprano française Mélissa Petit au charme frais, bien qu'alourdi par la gravité de son personnage, tendant vers le naturel de son « Chi possessore è del mio core » à son « Così giusta è questa speme », ou la Dorinda de la soprano Michèle Bréant, au timbre légèrement plus grave, mais non moins plaisant dès son « Ho un certo sosore » à son « Amor è qual vento » leur tissu vocal semble une tapisserie noble, grave et velouté de bout en bout. Leurs voix s'accordent et s'étagent parfaitement à chaque duo, comme ceux de Angelica et Merolo, ou Dorinda avec ceux d'Orlando, dans à leur clarté.



Jean-Louis Fernandez

La metteuse
en scène situe
la pièce dans
un musée

Seul peut-être le Zoroastro du basse Olivier Gourdy trahit un manque de relief, avec des récitatifs trop proches des arias. La plus grande qualité de ces musiciens est de révéler en sous-main la matière musicale raffinée de cet opéra. Un peu plus de feu, d'engagement dans le jeu d'acteur aurait nonobstant donné plus de reliefs à ce drame.

Mais le plus gave n'est pas là. Le problème auquel les spectateurs sont confrontés ici est la surimpression d'une autre histoire, celle des enfants enfermés dans le musée la nuit et voyant l'histoire d'Orlando, à celle du libretto. Le jeu de scène des protagonistes en devient le plus souvent ennuyeux, abscons et sans rapport avec l'histoire narrée. Ainsi les enfants qui restent muet durant l'opéra, dansent comme au temps de Louis XIV, finissent par se venger de Zoroastro et retrouvent leurs parents, sans que le spectateur ne comprenne vraiment le rapport avec la folie d'Orlando. Ce mariage de deux intrigues n'ayant rien à voir l'une avec l'autre, pèse de plus en plus au fur et à mesure de la pièce. Un spectacle pour la photo et pour les oreilles, mais pas vraiment un film, comme dirait un cinéphile. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

L'économie sociale malmenée

IIII Jean Lasar

Les stratégies mises au point au fil des ans par les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) pour inventer et déployer au quotidien des trajectoires plausibles de survie se heurtent désormais à des obstacles qui risquent de les rendre inopérantes. Conçues comme des efforts de mobilisation de la société civile autour d'objectifs partagés, comportant souvent une dimension de transformation sociétale, elles voient s'étéoler, avec le raidissement accéléré du thermo-capitalisme, les conditions de base sur lesquelles elles comptaient pour leur mise en œuvre : des libertés publiques (d'opinion, d'expression, de manifester...) fortement ancrées, la possibilité d'un débat public fondé, un tant soit peu, sur les faits, un état de droit capable de résister aux pressions corruptrices, enfin, plus généralement, un contexte, politique en particulier, globalement favorable à un effort collectif d'atténuation des multiples crises (climat, biodiversité, inégalités...) qui menacent la société humaine.

Sur ces fronts, c'est à une érosion caractérisée que ces acteurs se trouvent confrontés. Quand ce n'est pas, comme aux États-Unis trumpiens, à une entreprise de destruction pure et simple. En pratique, il reste dès lors à bon nombre d'initiatives de l'ESS à accepter de se voir dégradées en feuilles de vigne compatibles avec les dérives en cours et de remettre fondamentalement en question leur modus operandi. Souffrant d'un assèchement des flux financiers, d'origine publique ou privée, dont elles ont besoin, elles se voient contraintes de réduire drastiquement la voilure voire de mettre la clé sous la porte.

La situation de Singa, une initiative d'aide aux migrants dirigée par l'ancien candidat à la présidence français Benoît Hamon, est

révélatrice de cette évolution. Créée en 2012, l'organisation compte aujourd'hui plus de 80 000 membres en Europe et en Amérique du Nord (dans sept pays, dont le Luxembourg, et 17 villes) où elle pratique l'accompagnement entrepreneurial, des activités partagées, un hébergement citoyen, du conseil et de la sensibilisation. Benoît Hamon vient d'annoncer que pour la première fois, l'existence de son association est menacée du fait de la suppression de subventions publiques. Singa tente de pallier ce désengagement à l'aide d'une opération de crowdfunding lancée cette semaine.

Exemple : une subvention de 60 000 euros que l'association touchait depuis plusieurs années pour un programme de sensibilisation à l'entrepreneuriat qu'elle mène en Île-de-France. En moyenne, sur les 1 500 migrants contactés annuellement dans ce contexte, 200 étaient accompagnés plus avant, et quelques dizaines d'entre eux finissaient par se lancer dans la création d'une entreprise. Cette subvention a été brutalement supprimée. Pour Hamon, qui préside aussi l'association Économie sociale et solidaire France, cette décision est caractéristique du désengagement en cours « qui se répète à l'endroit d'innombrables associations ».

« Aujourd'hui, l'État refuse de financer des missions d'intérêt général dédiés à l'inclusion des personnes réfugiées (...) Pourtant nos programmes aident à la création d'entreprises et d'emplois qui font rentrer des recettes fiscales dans les caisses de l'État (...) D'autre part, nous voyons un recul de certains mécanismes privés, pas tous, mais certains, qui cèdent aux injonctions, aux intimidations et aux pressions, notamment de l'administration

américaine qui juge intolérable qu'on puisse financer des ONG dédiées à l'inclusion des personnes réfugiées, mais aussi des intimidations des extrêmes-droites ou des grands médias réactionnaires en Europe », résume Hamon. Il veut croire à un sursaut de la société civile face à ce « très mauvais coup » : « Nous allons démontrer que la solidarité est le meilleur antidote au désordre que les réactionnaires veulent installer ».

Un récent rapport de la Cour des comptes vient étayer cette alerte de l'économie sociale et solidaire française. Reconnue comme « mode d'entreprendre et de développement économique » par une loi de 2014, l'ESS représente « plus de 150 000 entreprises employeuses coopératives, mutualistes, associatives, fondatives et sociétés commerciales qui emploient plus de 2,6 millions de salariés », note ESS France dans un communiqué saluant la publication de ce rapport. Or, « malgré son rôle dans la mise en œuvre des politiques publiques, l'ESS reçoit moins de soutien de la part de l'État que l'économie conventionnelle (sept pour cent des aides aux entreprises alors qu'elle représente 13,7 pour de l'emploi privé) ». Alors que l'État consacre seize milliards en soutien à l'ESS, les aides publiques aux entreprises se sont élevées à 211 milliards d'euros. De plus, toujours selon la Cour de comptes, seules quatre pour cent des entreprises de l'ESS bénéficient de subventions.

Que les réfugiés soient les premiers à pâtir des spasmes de notre modèle extractiviste nétonnera personne : il n'a plus que faire des aménités démocratiques et des considérations de justice, et une des caractéristiques saillantes de l'autoritarisme post-vérité qu'il préfère laisser s'installer est la xénophobie. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

IIII Jacques Drescher



Oliver Halmes

Limerick vum Klimahandel

Den Ëmweltminister seet: „Prima!
Mir hunn en Accord iwwert d’Klima.
En ass zwar verschass,
Mee ech sinn d’Saach lass
A kafe Kreditter fir Lima.“

Limerick vun der Vullegripp

En Ardenner Kaulhong vu Viichten
Hat guer keng méi Loscht fir ze biischen.
Et sot: „Ech hunn d’Gripp
A ginn iech en Tipp:
Haalt op mech am Käfeg ze ziichten!“

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 02.12.2025 10.00 heures

Intitulé :
Lot-A1-33 Travaux d'équipement sportif – mur d'escalade à exécuter dans l'intérêt du réaménagement et extension du Centre militaire Herrenberg.

Description :
– Les travaux comprennent l'installation d'un mur d'escalade dans le hall sportif. La durée des travaux est de 30 jours ouvrables par intermittence, à débuter au 1^{er} trimestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502723

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des Ouvrages d'Art

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 17.12.2025 10.00 heures

Lieu :
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des Ouvrages d'Art
41-43, bd G-D Charlotte
L-1331 Luxembourg

Intitulé :
OA1214.

Description :
– Traitement anticorrosion charpente de l'OA1214 sur les voies CFL à Goebelsmühle.

Critères de sélection :
Critères de sélection (extrait non exhaustif) pour être considérés lors de l'examen des offres des soumissionnaires, les conditions minima suivantes sont requises :
– Agrément de l'opérateur économique et des sous-traitants par CFL (base Ariba).

Conditions d'attribution :
L'attribution du marché se fera sur base du meilleur rapport qualité/prix, qui sera déterminé par l'évaluation des critères d'attribution suivants :
– Prix de l'offre 40% ;
– Références 30% ;
– Qualité de la méthodologie 15% ;
– Présentation et qualité de l'offre 15%.

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
Une visite des lieux n'est pas obligatoire.

Conditions d'obtention du dossier :
Les intéressés peuvent retirer les documents de soumission gratuitement sur le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres portant l'inscription « soumission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heure fixées pour l'ouverture. Les offres peuvent également être remises de manière électronique par le biais du Portail « PMP ».

Autres informations :
La remise d'un DUME est acceptée.

Principales caractéristiques du marché :
– Travaux de traitement anticorrosion de la structure métallique ;
– Confinement de protection ;
– Travaux de réparation des supports béton ;
– Travaux dans l'emprise des voies CFL ;
– Mise en place d'échafaudage. Début prévisible des travaux : printemps 2026
Délai exécution du chantier : 108 jours

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502819

La ministre de la Mobilité et des Travaux publics,
Yuriko Backes

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 09.12.2025 à 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement à remettre via le portail des marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Il n'y aura pas de séance d'ouverture publique de la procédure ouverte.

Échangeur Pontpierre sur la N13 – Signalisation verticale

Description :
– Les travaux prévoient la mise en place de la signalisation verticale du nouvel échangeur de Pontpierre.

Les travaux consistent notamment en :
– Construction des fondations ;
– Fourniture et pose des panneaux de signalisation, y compris les poteaux, éléments de fixation et potences.

Quantités approximatives des travaux :
– 2 fondations ;
– 4 potences ;
– 14 panneaux.

Délai d'exécution des travaux : 30 jours ouvrables.
Début prévisible des travaux : mars 2026.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502807

SNHBM
Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 05.12.2025 10.00 heures

Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg
Intitulé :
3386_terrassement, gros-oeuvre & aménagement extérieur, réf. G6-6.
Description :
– L'exécution des travaux de

terrassement, gros-oeuvre & aménagement extérieur de 20 maisons unifamiliales à Belvaux.
Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502850

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 15.01.2026 10.00 heures

Intitulé :
Travaux de gros œuvre et aménagement extérieur à executer dans l'intérêt du projet « Bâtiment au Verlorenkost, Luxembourg – Rénovation pour le service de la protection du gouvernement ».

Description :
– Démontage de 3 ascenseurs, chauffage et sanitaires ;
– Mise en œuvre de siphons et caniveaux (120 ml) ;
– Tubes enterrés (255 ml) ;
– Travaux de protection du bâtiment protégé et de démolition et étayage partielle (+/- 300 m²) ;
– Maçonneries (+/- 130 m²) ;
– Travaux de terrassement (+/- 1 100 m³) avec un blindage de fouille sur un côté d'un bâtiment (+/- 35 ml) ;
– Travaux de béton et béton armé (+/- 1 100 m³) ;
– Travaux de construction métalliques pour une passerelle (+/- 8 200 kg) reliant deux bâtiments ;
– Travaux de construction en bois pour un nouvel étage (+/- 100 m³) sur un bâtiment existant ;
– Travaux d'étanchéité, d'isolation et de drainage autour des bâtiments : Travaux d'enduits (+/- 850 m²) ;
– Travaux aménagement extérieure (canalisation EU et EP, réseau humides et secs, finitions et alentours) avec débroussaillage et plantations. La durée des travaux est de 250 jours ouvrables, à débuter le 2^e semestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via

le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502812

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 11 européenne restreinte
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis : 15.12.2025 16.00 heures

Intitulé :
Appel à candidatures pour la conception et la réalisation d'œuvres d'art pour l'École internationale Anne Beffort à Mersch (phase candidature).

Description :
– Le présent appel a pour objet la conception et la réalisation d'une ou de plusieurs œuvres artistiques à intégrer sur le site.

La procédure comporte deux phases distinctes :
– Une 1^{ère} phase avec un appel de candidature et une procédure de sélection de candidats ;
– Une 2^e phase d'offre.

Critères de sélection :
Les conditions de participation sont énoncées dans les documents du marché.

Conditions d'obtention du dossier :
Les renseignements et conditions nécessaires à la remise d'une candidature peuvent être consultés via le Portail des marchés publics (*ww.pmp.lu*). La remise électronique est obligatoire.

Réception des plis :
Les dossiers de candidature sont obligatoirement et exclusivement à remettre avant la date limite du 15.12.2025 à 16.00 heures via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*). Seuls les dossiers conformes et complets, contenant la fiche de candidature avec la motivation artistique et le DUME, sont pris en considération.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502784

d'LetzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C.B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Antoine Hron (485757-1; ahron@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (485757-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (485757-26; fclarinval@land.lu), **Stéphanie Majerus** (48575735; smajerus@land.lu), **Erwan Nonet** (48 57 57 28; enonet@land.lu), **Sarah Pepin** (48575736; spepin@land.lu), **Pierre Sorlut** (485757-20; psorlut@land.lu), **Bernard Thomas** (485757-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (485757-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (485757-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Yi Ren (485757-32; yren@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 485757-1 **Fax** 496309 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzebuenger Land **Instagram** letzebuenger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,50€ **Abonnement annuel** 220,00€ **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Marco Bellocchio, soixante ans de cinéma

IIII Maria Sole Colombo



Marco Bellocchio à Cannes en 2024

AFP

Le Festival du film italien de Villerupt, en cours jusqu'au 11 novembre, consacre un hommage à Marco Bellocchio en présentant dix de ses films. Le plus ancien, *Les Poings dans les poches* (1965), éblouissant premier long métrage d'une limpidité rare, s'impose avec la force d'une véritable épiphanie ; le plus récent du festival, *L'Enlèvement* (2023), marque une fois de plus le brio de ce maestro aujourd'hui âgé de 85 ans, toujours capable d'un cinéma pleinement contemporain. Il suffirait de ces simples repères temporels, qui encadrent soixante ans d'une intense activité cinématographique, pour justifier la place de Bellocchio parmi les grands du cinéma italien. Pourtant, son œuvre s'impose non pas tant, ou pas seulement, par sa longévité, que par l'originalité absolue d'un geste de mise en scène singulier, irréductible à tout mouvement ou courant établi. Un geste nourri d'urgences profondément personnelles, et pourtant capable de se muer en un grand roman collectif : dans le cinéma de Bellocchio, tout est intime, et tout est politique.

Les Nouvelles Vagues européennes se sont brisées contre la barrière des Alpes, ne touchant l'Italie qu'à la marge. Radicalement bouleversé, seulement quinze ans auparavant, par l'expérience néoréaliste, le cinéma italien ne ressent pas le besoin d'un nouveau mouvement innovateur systématisé : à Rome, le train de la modernité sera abordé plutôt grâce au génie d'auteurs isolés comme Fellini ou Antonioni. S'il ne saurait être question, donc, d'une véritable « Nuova Onda », une lecture historiographique désormais bien établie veut que

Le réalisateur a trouvé dans la prestige télévision un cadre propice à la complexité de son regard

les noms de Bernardo Bertolucci et Marco Bellocchio soient associés dans la péninsule à cette période d'intense effervescence internationale : Bertolucci, doté d'une sensibilité profondément française, est vite reconnu comme l'héritier des Godard et des Truffaut ; Bellocchio, pour sa part, se tourne plutôt vers le Free Cinema britannique et la rudesse crue du Kitchen Sink Drama.

Les Poings dans les poches, que Bellocchio tourne dans son village d'origine du nord de l'Italie, porte déjà les signes du chef-d'œuvre. Récit d'une famille tragiquement privée de figure paternelle, le film met en scène, avec une dureté inouïe, la maladie mentale, les pulsions incestueuses et le mal de vivre qui empoisonnent la petite bourgeoisie provinciale. Dès ce premier long métrage, le cinéaste voit dans la famille le lieu d'incubation d'une violence amenée à se répandre dans l'ensemble du corps social, thématique qui deviendra l'obsession première de son œuvre. À seulement vingt-six ans, Bellocchio signe un film traversé par une rage profonde et habité par d'intenses pulsions de mort, tout en se révélant narrateur d'une rare vitalité visuelle.

Années de rêves et années de plomb

En 1981, le long métrage de Margarethe von Trotta *Années de plomb* raconte l'histoire tourmentée de deux sœurs enflammées par les fureurs idéologiques. En Italie, le film tombe rapidement dans l'oubli, contrairement à son titre : de là vient l'expression « Anni di piombo », couramment employée pour désigner la période entre 1969 et 1981, marquée par une violente vague d'attentats terroristes et de puissants conflits sociaux et politiques. Ce sont des années de rêve, de ferveur puis de désillusion, au cours desquelles Bellocchio connaît une maturation artistique vers un cinéma de plus en plus engagé : ce sont les années de *La Chine est proche* (1967), *Au nom du père* (1972) et *Viol en première page* (1972). Bien qu'il fréquente alors les milieux de l'extrême gauche maoïste, le cinéaste manifeste d'emblée une vision complexe, tourmentée, féroce critique à l'égard du pouvoir et, dans le même temps, méfiante vis-à-vis des ardeurs antisystèmes les plus dogmatiques.

Viol en première page a pour protagoniste Gian Maria Volonté, acteur emblématique du Cinema Civile italien. Au début des années 1970, ce courant s'impose pleinement dans le débat culturel national, dialoguant d'égal à égal avec la littérature et les arts visuels. Aux côtés des voix d'Elio Petri (*La classe ouvrière va au paradis*, 1971) ou de Francesco Rosi (*L'affaire Mattei*, 1972), Bellocchio s'affirme comme un auteur décidé à faire du cinéma un instrument d'analyse sociale et de lutte collective. À travers l'histoire d'un meurtre morbide, que la presse de droite instrumentalise à des fins politiques, Bellocchio fait mine d'adhérer aux conventions du film de genre pour mieux se lancer dans une dissection des mécanismes de fabrication du consensus et de manipulation des masses.

L'année 1978 marque un tournant irréversible dans le parcours de Bellocchio. Le 16 mars, les Brigades Rouges enlèvent Aldo Moro, alors secrétaire de la Démocratie Chrétienne, qui sera assassiné après deux mois de captivité. À la même époque, le cinéaste, de plus en plus critique envers les groupes maoïstes de ses années militantes, rencontre le psychanalyste Massimo Fagioli. Il entame alors une collaboration intellectuelle singulière avec ce théoricien d'une école hétérodoxe et ouvertement post-freudienne, à qui il dédiera *Le Diable au corps* (1986). Fagioli sera même crédité coscénariste pour *Autour du désir* (1991) et *Le Rêve du papillon* (1994), deux films qui prolongent et approfondissent ce dialogue. La psychanalyse se substitue alors au marxisme comme méthode d'investigation du réel et horizon idéologique de sa mise en scène, provoquant une césure douloureuse qui semble clore une phase essentielle de la production artistique de Bellocchio.

Les yeux sur l'écran

En 2003, Bellocchio présente à la Mostra de Venise *Buongiorno, notte*, consacré à l'affaire Moro. Dans un final d'une puissance bouleversante, le cinéaste imagine Aldo Moro libéré de sa captivité, arpentant les rues de Rome dans la nuit. Bien avant Tarantino et ses *Inglourious Basterds* – et à partir d'une poétique à mille lieues des sensibilités post-modernes de l'auteur de *Pulp Fiction* – Bel-

locchio conçoit le cinéma comme un lieu d'utopie, un espace symbolique où s'élaborent les conflits de conscience et de classe. Une fois encore, le récit filmique semble participer d'un processus de thérapie collective : comme sur le divan d'un psychanalyste, l'Italie républicaine revit à l'écran sa blessure la plus monstrueuse. Imaginer une issue à ce traumatisme, pour ceux comme Bellocchio qui ont grandi avec la contestation soixante-huitarde, revient à recomposer une fracture irréversible, à rêver d'un monde où l'on pourrait encore adhérer au marxisme de manière pure, totale, convaincue.

Le sentiment du vide et la perte des idéaux réapparaissent dans des œuvres moins explicitement politiques, où Bellocchio met en scène le tourment de l'homme condamné à ne croire en rien, tout en rejetant fermement la dimension métaphysique. Du *Sourire de ma mère* (2002) à *L'Enlèvement*, la religion devient l'un des thèmes centraux de sa filmographie. La condamnation de toute forme de fanatisme va de pair avec le portrait de personnages inquiets, tragiquement orphelins de leur foi.

L'année 2022 marque le retour à la figure d'Aldo Moro avec la minisérie *Esterno notte* (Netflix). S'ensuit *Portobello* (2025), ambitieuse production HBO Max. À quatre-vingt-cinq ans, le réalisateur italien semble plus jeune que jamais : sans jamais trahir ses thèmes ni ses registres, Bellocchio paraît avoir trouvé dans la *prestige television* un cadre de production et un langage capables d'accueillir la complexité de son regard.

Quelques années plus tôt, avec l'émouvant *Marx* peut attendre (2021), il revenait sur la douloureuse histoire du suicide de son frère, faisant preuve d'une exploitation originale du dispositif documentaire. Le résultat est une entreprise d'auto-analyse d'une rare honnêteté intellectuelle, qui révèle la capacité de l'auteur à se confronter avec justesse à de nouvelles formes de récit.

De 1965 à 2025, Bellocchio demeure ainsi miraculeusement fidèle à lui-même tout en restant ouvert aux humeurs et aux défis du présent : atout précieux, prérogative des grands. ●

S

T

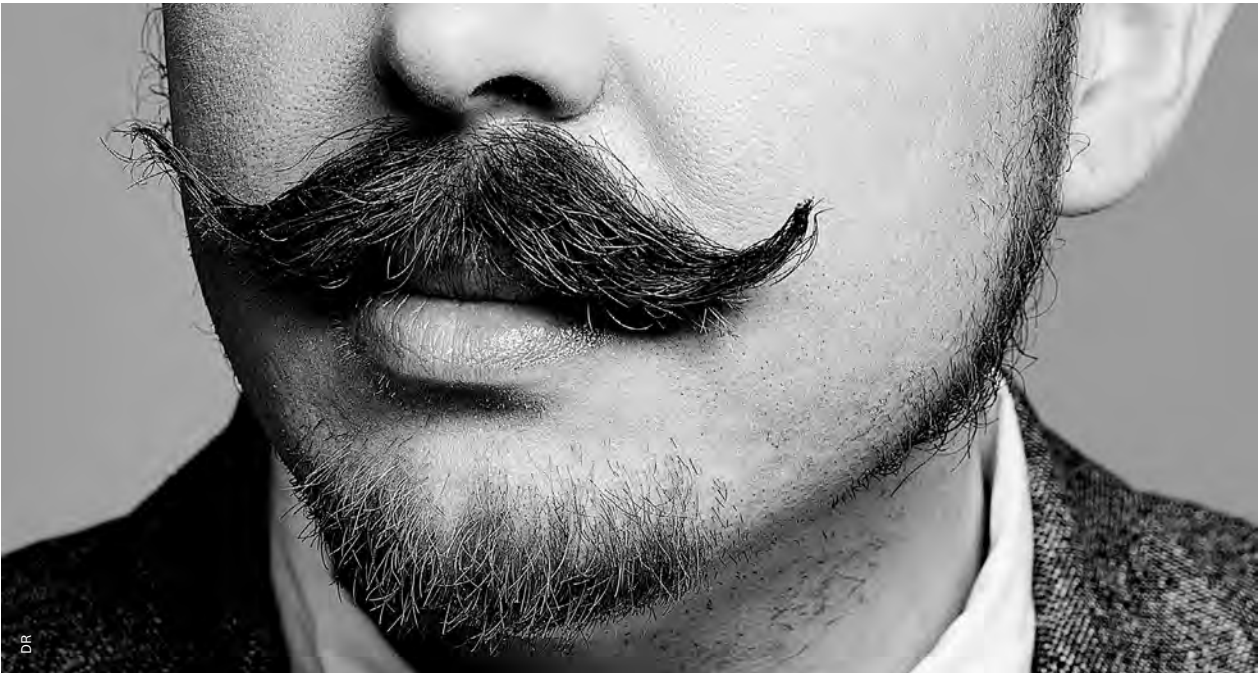
|

L

land
07.11.2025

Movember

IIII Cyril B



Bizarrement coïncé entre Halloween et le Black Friday, autant dire entre la peste et le choléra, novembre est toujours l’occasion de se demander ce que l’on fait sur cette planète. Si vous n’êtes ni adepte des bombes de glucose et d’acide citrique sous forme de friandises colorées pour des gamins bruyants arborant têtes de mort et masques à nez crochus, ni intoxiqué à l’hyperconsommation au point de préparer vos cadeaux de Noël avec un mois d’avance, vous faites partie de la catégorie de la population qui accepterait sans peine d’aller directement d’octobre à décembre. Au passage, cela épargnerait également la pénible épreuve du Beaujolais nouveau, et la météo maussade dont le refrain, tous les matins, vous répète que vous pouvez vous attendre à du « gro a naass ».

Comme si cela ne suffisait pas à notre peine, les génies du marketing ont inventé le movember. Et le marketing, c’est comme la grippe, mais sans le vaccin. On peut toujours essayer de l’éviter, il arrive un moment où l’on sera confronté au virus. C’est ainsi que nous avons tous été convertis aux gourdes en métal, alors que nous avions quitté la Spillschoul il y a plusieurs décennies. De même, sans nous en rendre compte, chacun d’entre nous a accumulé tellement de tote

bags qu’ils ne tiennent même plus tous dans un grand tote bag. Certes, la plupart des hommes de plus de quarante ans échapperont à la folie des Labubus, qui constitue une nouvelle preuve que, entre l’essor de l’Intelligence Artificielle et le déclin de celle humaine, les courbes devraient bientôt se croiser. Mais il semble de plus en plus probable que tous ces hommes de plus de quarante ans vont progressivement montrer leur adhésion à la noble cause derrière ce movember : la sensibilisation aux maladies masculines.

Si j’ai bien compris le concept (mais peut-être pas), le principe est de se laisser pousser la moustache pour montrer sa solidarité, quitte à assumer un look qui ne va pas à tout le monde. En effet, alors que les maladies touchant l’appareil génital féminin sont souvent abordées chez le gynécologue, l’homme manque d’occasion de s’informer et encore plus de pratiquer des dépistages réguliers. Arborer une moustache serait donc le pendant du petit ruban rose porté au revers du col de la gent féminine durant le mois d’octobre. En plus velu et, surtout,

en plus décalé. Style : il n’y a pas de tabou, si je suis prêt à me laisser pousser la moustache, c’est que je suis prêt à discuter toucher rectal ou palpation du scrotum. C’est sans doute la dernière touche qui manquait à ce mois de novembre, parler cancer des testicules ou de la prostate avec le caissier de la station-service ou ses collègues de travail.

Si l’on repense aux moustachus célèbres, à part Chaplin et Einstein, j’avoue que j’aurais plutôt hésité à aborder tout sujet de conversation avec eux. D’Adolphe Hitler à Staline, en passant par Franco, Saddam Hussein ou le Maréchal Pétain, aucun n’a vraiment le profil du gars à qui l’on mourrait d’envie de confier des choses intimes, voire d’aborder des questions de santé mentale, puisque cette thématique fait aussi partie des sujets couverts par le movember.

Bref, les poils sont évidemment un prétexte, vous pouvez tout aussi bien vous inscrire à une conférence du CHL le 26 novembre prochain, par exemple. Ou simplement demander si vous ne devriez pas subir un petit examen la prochaine fois que vous verrez votre médecin. Et, surtout, si les chiffres vous parlent plus que les défis à partager sur les réseaux sociaux, quelques faits pas fun du tout : le cancer des testicules est la forme la plus commune de tous les cancers pour les hommes âgés entre 15 et 35 ans. Soixante hommes se suicident dans le monde chaque heure. L’espérance de vie au Luxembourg est toujours supérieure de 3,3 ans pour les femmes que pour les hommes.

Enfin, pour ceux qui veulent vraiment arborer leur pilosité, un petit rappel, c’est dès maintenant qu’il faut se préparer pour être prêt le 4 décembre... à la Sainte-Barbe. ●

DAS SPIEL

Die Damen

Wie übersetzt man Konter a Matt ins Deutsche oder Französische? Hmmm ... Genau: Das Kartenspiel ist eine luxemburgische Eigenheit. Sein Name ist unübersetzbar. Aber



es gibt ähnliche Spiele in Belgien und den Niederlanden – etwa Couillon, Kwajongen, Troeven, Brûte oder Gammel. Das Besondere an Konter a Matt: Die Damen sind die Herrschenden – die Pik-, Herz- und Karo-Dame sind immer Trümpfe. Wird hier insgeheim der Gräfin Ermesinde (1186–1247) gehuldigt? Historisch betrachtet, muss Konter a Matt jedenfalls nach ihrem Tod erfunden worden sein. Denn das früheste in Europa namentlich erwähnte Kartenspiel lässt sich lediglich auf das Jahr 1426 zurückführen. Die genauen

historischen Ursprünge von Konter a Matt liegen im Dunkeln. Doch trotz Playstation, Bowling und Quizabenden bleibt es weiterhin beliebt: In Heiderscheid finden zweimal im Monat Konter-a-Matt-Abende statt, und im Rahmen des Volksfests „Al Dikkirch“ wird jeweils montags ein Turnier veranstaltet. Nicht nur die Ü60-Generation scheint zu den Kartenspielen abenden zu kommen – die Jugendvereine aus Weiswampach, Holler und Huldigen haben bereits Konter-a-Matt-Abende organisiert. SM

L'OBJET

Bougies Anâsa

Pour Alija Ibragimova, les bougies parfumées font partie des musts de la décoration d’intérieur. Parce que sa sœur est prise d’une crise d’asthme à la proximité d’une de ces bougies, elle réalise que la paraffine généralement utilisée affiche une toxicité peu recommandable. Elle va creuser le sujet, chercher différents matériaux pour développer sa propre gamme avec des produits de qualité. La cire de soja a un point de

fusion inférieur aux cires traditionnelles, elle fond donc plus lentement. Alija fabrique les mèches en coton égyptien. Les parfums viennent de Grasse et les vases sont produits en République tchèque. « Je crée les décors et je vais sur place pour superviser la production des contenants » explique cette lettone installée au Luxembourg depuis plus de huit ans. Actuellement, la collection Anâsa (qui veut dire souffle en grec, le pays de son mari) compte cinq références aux parfums travaillés pour leur vertu apaisante ou énergisante



selon les modèles. La fabrication artisanale a un prix : à partir de 95 euros les petits formats. FC

PRINTED IN
LUXEMBOURG